Rapport Narratif

Economie verte et autonomisation économique des femmes en Tunisie,

Green Economy: Women's Economic Empowerment in Tunisia (GEWEET)

Janvier - Décembre 2024

Date du reporting	01/01/2024 – 31/12/2024
Bailleur	Le Canada
Pays	La Tunisie
Titre du Projet	Economie verte et autonomisation économique des femmes en Tunisie : Green Economy: Women's Economic Empowerment in Tunisia (GEWEET)
ID du projet (ID de l'attribution Atlas) Produits (ID du projet Atlas et description) Résultats du Plan stratégique et/ou du Document de programme pays (CPD)	00120306 **#1.** En 2025, les institutions conduisent des politiques publiques efficaces et fondées sur l'évaluation des risques, en partenariat avec les acteurs économiques et sociaux, en mettant les ressources du pays au service d'un développement socio-économique inclusif, durable et résilient, générateur d'emplois décents, notamment pour les populations les plus vulnérables. **#3.** En 2025, l'ensemble des acteurs engagés assurent une gestion équitable, transparente et durable des ressources naturelles, des écosystèmes et des territoires, en renforçant leur résilience et leur capacité d'adaptation, ainsi que celles des populations — en particulier les plus vulnérables — face aux risques climatiques.
Partenaires d'implémentation	• **Ministère de l'économie et de Planification (lead)** • Ministère des Affaires Étrangères, de la Migration et de Tunisiens à l'Étranger • Ministère des Finances • Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle • Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors • Ministère de l'Environnement • Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pèche • Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie • Ministère de l'Intérieur • Banque Centrale de Tunisie • Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis • Caisse des Dépôts et Consignation
Date du Lancement du projet	Mars 2022
Date de clôture du Projet	Décembre 2026
Budget du Plan de Travail Annuel 2024	2'308'521 USD
Ressources totales requises	11'862'046 USD
Revenus reçus	**Donateur (Canada) 4,049,233.58 USD**

Budget non financé	6’184’836 USD
Personne de contact du PNUD	Celine Moyroud Représentante résidente PNUD Tunisie Email : celine.moyroud@undp.org

Liste des figures i
Liste des tableaux ii
Liste des acronymes iii

Table des matières

Résumé exécutif 1
I-Contexte 3
II-Revue des progrès 5
Effet 1 : Les acteurs étatiques et non-étatiques, y compris le secteur privé, aux niveaux national et local, créent un environnement propice à un développement économique inclusif résilient aux Changements Climatiques 5
Produit 1.1 : Les institutions nationales et locales et le secteur privé sont doté.e.s des capacités nécessaires pour concevoir et appliquer des politiques publiques systémiques, inclusives et permettant d'atteindre la neutralité carbone conformément aux objectifs de l'accord de Paris. 5
Produit 1.2 : Une nouvelle approche systémique de l'entrepreneuriat vert résilient aux CC, à fort ancrage territorial est conçue et développée avec les acteurs concernés. 13
Produit 1.3 : De nouveaux outils financiers pour le développement de l'économie verte et inclusive en Tunisie sont conçus, testés et diffusés. 14
Effet 2 : L'innovation financière verte au service de l'autonomisation économique des femmes et des populations vulnérables. 16
Produit 2.2 : Les femmes et les populations vulnérables dans les écosystèmes dynamisés sont ciblées par la communication, la diffusion de l'information, leur permettant une meilleure accessibilité et compréhension des produits financiers. 22
Produit 2.3 : Les femmes vulnérables des régions ciblées sont dotées des connaissances, outils et mécanismes nécessaires à leur autonomisation économique résiliente aux changements climatiques. ... 25
III. Indicateurs du projet 34
IV. Matrice des risques et enjeux 43
V. Leçons apprises 46
VI. Communication et visibilité 48
1. **Visibilité du projet et reconnaissance des partenaires** 48
2. **Médias** 48
3. **Réseaux sociaux et communication numérique** 48
4. **Organisation d'événements publics** 49

VII. Dimension environnementale 50
VIII. Dimension genre 51
IX. Dimension inclusion et droits humains: 52
X. Conclusions et perspectives 53
XI. Situation financière 54
ANNEXES 55

Liste des figures

Figure 1 : Arbre des problématiques et solutions en lien avec les acteurs de l'ESS 11
Figure 2 : Résultats de la revue documentaire : Liste des chaines de valeurs potentiel pour l'analyse comparative (extrait du livrable 2 de l'étude)..... 17
Figure 3 : Affiches pour rejoindre le réseau d'entreprises engagées publiées sur les réseaux sociaux..... 18
Figure 4 : Approche méthodologique : La cartographie des entreprises et acteurs engagés régionale et nationale 19
Figure 5 : Carte de répartition des entreprises engagées dans les gouvernorats du projet 20
Figure 6 : Cartographie nationale des acteurs engagés (source : Rapport du renforcement du dialogue public/privé et le développement de réseaux des entreprises engagés) 20
Figure 7 : Schéma d'identification des partenariats dans une logique holistique et intégration d'une approche terrain en concertation directe avec les partenaires potentiels 21
Figure 8 : Opportunités identifiées pour les PPP 22
Figure 9 : Affiches de Green'it 2.0 26

Liste des tableaux

Tableau 1 : Programme de renforcement des capacités pour la région de Gabès 7
Tableau 2 : Formations régionales sur l'économie verte 8
Tableau 3 : Concertations régionales sur l'économie circulaire et l'ESS 10
Tableau 4 : Etapes de théorie du changement comportemental en vue de promouvoir un meilleur accès à leurs droits socio-économiques 24
Tableau 5: Renforcement de capacités pour les femmes Eco-entrepreneurs sur la création d'entreprise résiliente aux changement climatique et inclusion financière..... 27
Tableau 6 : Répartition des femmes sélectionnées par gouvernorat et par volet 29

Liste des acronymes

Acronyme	Signification
GEWEET	Green Economy: Women's Economic Empowerment in Tunisia
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
ODD	Objectifs de Développement Durable
SNBC RCC	Stratégie de Développement Neutre en Carbone et Résilient aux Changements Climatiques
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
ESS	Économie Sociale et Solidaire
MIQYES	Baromètre de la santé des PME en Tunisie
CONECT	Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie
CnBees	Crowdfunding en Dons et Libéralités
CBF	Conseil Bancaire et Financier
RPA	Responsible Party Agreement
GBMC	Green Business Model Canvas
GDA	Groupement de Développement Agricole
SMSA	Société Mutuelle de Services Agricoles
FOTN	Fondation Orange Tunisie
ODD 13	Objectif de Développement Durable n°13 (Lutte contre les changements climatiques)
NES	Normes Environnementales et Sociales
AMC	Affaires Mondiales Canada
INNORPI	L'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle
IS	Innovation Sociale
MPME	Micros, petites et moyennes entreprises

Résumé exécutif

En 2024, le projet Green Economy: Women's Economic Empowerment in Tunisia (GEWEET), mis en œuvre par le PNUD avec du Canada et en partenariat avec plusieurs institutions tunisiennes, a poursuivi son engagement en faveur d'une transition vers une économie verte, inclusive et durable. Déployé dans les six gouvernorats du Sud ainsi qu'à Kairouan, le projet s'est structuré autour de trois axes complémentaires : l'autonomisation économique des femmes, le renforcement des capacités des institutions et la structuration d'un écosystème entrepreneurial vert et responsable.

Au cœur de cette dynamique, l'appui aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME), en particulier celles portées par des femmes ou engagées dans le développement durable, a représenté un levier prioritaire. À travers l'initiative Green'it 2.0, près de 329 femmes éco-entrepreneures ont été formées sur la création d'entreprise résiliente aux changement climatique et inclusion financière.

GEWEET a également mis un accent particulier sur le renforcement des capacités des institutions publiques pour favoriser l'intégration de l'économie verte et de l'entrepreneuriat durable dans les politiques publiques. Trois sessions régionales de formation et sensibilisation, organisées entre octobre et décembre 2024, ont réuni 74 participant.e.s dont 39 % de femmes. Ces sessions ont permis de consolider une compréhension partagée des enjeux liés à la durabilité, à l'innovation territoriale et à l'inclusion économique.

Toujours dans une démarche systémique, GEWEET a favorisé la création de cadres de concertation multipartites dans les régions cibles, réunissant administrations, acteurs privés, société civile et partenaires techniques afin de co-construire des plans d'action intégrés. À Gabès, un exemple pilote a été mis en œuvre avec l'élaboration participative d'une stratégie régionale de neutralité carbone, fondée sur des analyses macroéconomiques et une planification territoriale concertée. Dans ce cadre, trois ateliers régionaux de concertation ainsi qu'un atelier national ont réuni les partenaires institutionnels, notamment les représentations des directions régionales du Ministère de l'Economie et de la Planification ainsi que les points focaux nationaux, dans le but d'encadrer de façon cohérente et structurée le déploiement territorial du projet. Par ailleurs, une série de rencontres avec les sept gouvernorats ciblés a été effectuée en décembre 2024. Cette mission consistait à élaborer le plan de travail annuel pour 2025 en étroite concertation avec les partenaires régionaux. Ses objectifs spécifiques étaient de présenter les progrès réalisés afin d'informer les acteurs régionaux, renforcer leur compréhension des actions en cours et ancrer le projet dans une dynamique de transparence et d'appropriation collective ; discuter des actions identifiées pour 2025, en exposant les grandes lignes des activités et objectifs stratégiques définis lors de la concertation centrale avec le Comité technique, d'identifier les priorités régionales et locales ainsi que les besoins en soutien technique, à travers des échanges en groupes permettant d'adapter le plan de travail aux réalités locales, et enfin, de promouvoir la coordination avec les initiatives locales et régionales existantes, en veillant à éviter les redondances et à optimiser les ressources disponibles

Le projet a par ailleurs initié une démarche structurée de mobilisation et de renforcement des capacités des entreprises engagées dans la durabilité. Une cartographie nationale a permis d'identifier 281 entreprises engagées, dont 227 localisées dans les zones d'intervention. Cette cartographie, construite autour d'un formulaire interactif, a recueilli des données détaillées sur les profils et besoins des entreprises. Une échelle d'engagement des entreprises a permis de classifier leur niveau d'implication. Sur cette base, 61 entreprises ont suivi des cycles de formation adaptées à différents niveaux, débutant ou intermédiaire. Les modules ont couvert des thématiques opérationnelles clés : bilan carbone, certifications et labels environnementaux, norme ISO 26000, responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et intégration des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans les stratégies d'entreprise. Ce réseau naissant d'entreprises engagées constitue un levier stratégique pour amplifier l'impact territorial du projet.

Enfin, GEWEET a conduit des études approfondies sur les chaînes de valeur vertes, soutenu la création de partenariats public-privé en entrepreneuriat responsable, inclusion financière et innovation sociale, et contribué à la diffusion d'outils de plaidoyer, notamment en collaboration avec la CONECT pour le baromètre MIQYES 2024.

Grâce à une approche intégrée, participative et sensible au genre, GEWEET a jeté les bases d'une transformation durable en Tunisie, en positionnant les femmes, les jeunes, les institutions et les entreprises comme acteurs clés d'une économie verte porteuse de justice sociale, de résilience et d'innovation.

I-Contexte

Les récents chocs (la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine) ont mis en exergue et approfondi les inégalités économiques, sociales et politiques, en particulier celles entre les hommes et les femmes. Malgré un cadre juridique existant et censé garantir l'autonomie économique pour toute la population, l'absence de politiques sensibles au genre et aux problèmes rencontrés par les femmes et les populations vulnérables, ne permet pas d'atteindre un développement économique inclusif.

Malgré leur proportion importante dans la population en âge de travailler, les femmes et les filles ne représentent que 28,2 % de la population active occupée (T1 2024). Elles demeurent surreprésentées dans les statistiques de chômage des diplômé·e·s de l'enseignement supérieur, avec un taux de 31,2 % pour les femmes contre 13,8 % pour les hommes.

Des inégalités multidimensionnelles sont également ressenties par les femmes entrepreneures, telles que trouver l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, accéder à certains marchés, etc.

Parallèlement, la Tunisie fait face à des défis environnementaux croissants, aggravés par des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, les vagues de chaleur et la désertification, qui impactent durement les régions du sud du pays. L'intensification de la dégradation des sols et la perte de biodiversité ont des conséquences directes sur les moyens de subsistance, particulièrement pour les populations rurales et agricoles. Ces pressions environnementales sont accentuées par des pratiques agricoles non durables, contribuant à la pollution et à la dégradation des ressources naturelles essentielles, comme l'eau (Observatoire National de l'Agriculture, 2024).

En plus des inégalités économiques et entrepreneuriales, l'urgence environnementale globale et l'impact disproportionné du changement climatique sur les populations les plus vulnérables, dont les femmes, est un défi supplémentaire à relever. La Tunisie est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique dont les impacts sont nombreux et menacent les communautés et leurs activités économiques et moyens de subsistance. Les femmes tunisiennes, particulièrement dans les régions du sud et de l'intérieur du pays, restent dépendantes des ressources naturelles pour leurs activités dans des secteurs qui demeurent eux même fortement vulnérables aux effets climatiques (agriculture, pêche, tourisme).

Les écarts entre les hommes et les femmes persistent notamment en termes de : i) accès au marché du travail, où le taux de chômage des diplômées de l'enseignement supérieur était de 31,2 % au premier trimestre 2024, contre 13,8 % pour les hommes, avec des écarts plus importants dans les zones rurales ; ii) accès aux ressources économiques, où l'on constate, par exemple, un manque de systèmes d'aide à la garde d'enfants abordables et de qualité, directement lié au fait que seulement 3,1 % des entreprises tunisiennes sont majoritairement détenues par des femmes et que 11,2 % des chefs d'entreprise sont des femmes ; et iii) protection des femmes contre la violence dans les sphères publique et privée.

Partant de ces constats, il apparaît que les populations vulnérables, en particulier les femmes, sont les premières touchées par les inégalités socio-économiques et environnementales exacerbées par les chocs successifs de ces dernières années. Dans ce contexte, il est donc essentiel pour le pays d'accélérer la transition vers une économie verte, soutenue par un secteur privé engagé et résilient, favorisant l'autonomisation des femmes, des jeunes et des populations vulnérables, notamment à travers le renforcement de l'inclusion financière et le développement de l'entrepreneuriat vert au niveau local.

C'est dans ce sens que le Programme des Nations Unies a lancé le projet « Green Economy : Women's Economic Empowerment in Tunisia » (GEWEET), financé par le Canada, et mis en œuvre avec le ministère de l'Économie et de la Planification comme chef de file institutionnel. Le projet est mis en œuvre dans les gouvernorats de Kairouan, Gafsa, Tozeur, Kébili, Tataouine, Médenine et Gabès, ainsi que dans la région de Tunis, où siègent les institutionnelles nationales au niveau central.

II-Revue des progrès

Effet 1 : Les acteurs étatiques et non-étatiques, y compris le secteur privé, aux niveaux national et local, créent un environnement propice à un développement économique inclusif résilient aux Changements Climatiques

Produit 1.1 : Les institutions nationales et locales et le secteur privé sont doté.e.s des capacités nécessaires pour concevoir et appliquer des politiques publiques systémiques, inclusives et permettant d'atteindre la neutralité carbone conformément aux objectifs de l'accord de Paris.

1.1.1. Evaluation des impacts macro-économiques de la neutralité carbone au niveau régional.

En se basant sur les engagements climatiques de la Tunisie, notamment ceux inscrits dans sa SNBC RCC (Stratégie de Développement Neutre en Carbone et Résilient aux Changements Climatiques à l'horizon 2050), le projet a visé à formuler une stratégie bas carbone pour la région de Gabés , conformément aux recommandations du plan d'action de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) actualisée qui recommande de décliner la stratégie nationale de neutralité carbone au niveau des territoires, afin d'assurer une articulation cohérente entre les dynamiques locales et les objectifs globaux. Le projet vise également à la conception d'un plan d'action et d'un portefeuille de projets liés à l'atténuation des effets des changements climatiques, à ancrage territorial, à fort potentiel de mise en œuvre.

L'approche adoptée, à la fois pilote et territorialisée, a été expérimentée dans la région de Gabès, avec une perspective d'extension à la région de Tozeur, en cohérence avec la vision nationale de décarbonation de l'économie tunisienne. Tout en valorisant une forte concertation régionale avec les différentes parties prenantes de l'écosystème (institutions publiques, acteurs économiques, société civile, partenaires techniques) dans une démarche participative favorisant l'appropriation locale des priorités régionales.

L'élaboration de la stratégie de neutralité carbone de Gabès, entamée en mars 2024 pour une durée d'environ une année, a intégré un programme structuré de renforcement des capacités des acteurs locaux, destiné à faciliter leur participation active à la co-construction de la stratégie ainsi qu'à sa mise en œuvre et à son suivi à moyen et long terme.

Plusieurs réalisations concrètes ont déjà été enregistrées, à savoir :

- La réalisation d'un diagnostic de l'état des lieux en termes de consommation énergétique et émissions de gaz à effet de serre (GES) pour l'année de base choisie par la région,
- La définition de la vision de développement de la région,

- La formulation de la politique de transition énergétique de la région sur la base des scénarios prospectifs bas carbone définis pour tous les secteurs, ainsi que les conditions nécessaires à mettre en place pour en assurer le pilotage,
- La projection et compilation des émissions et absorptions de GES sur la base des scénarios d'atténuation définis dans tous les secteurs,
- L'évaluation des impacts macro-économiques de la stratégie bas carbone grâce au recours à un outil de modélisation d'équilibre général adapté au contexte spécifique de Gabès pour analyser l'impact sur la valeur ajoutée dans la région de Gabès, la création de l'emploi et les dynamiques sectorielles.

Un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie de neutralité carbone 2025–2035 et une stratégie d'adaptation ainsi qu'un plan d'action et portefeuilles de projets afférents seront finalisés en 2025.

Ce travail s'est appuyé sur une série d'ateliers de concertation et de formation et s'est aligné sur les spécificités locales, telles que la concentration d'industries fortement émettrices de GES et la vulnérabilité climatique de la région. En renforçant les capacités de planification des acteurs territoriaux, cette initiative soutient l'élaboration de politiques publiques systémiques, inclusives et alignées avec les objectifs de l'Accord de Paris (ODD 13). Elle contribue également à l'engagement du gouvernement tunisien de réduire de 45% l'intensité carbone d'ici 2030, notamment à travers la co-construction d'un plan d'action national et de plans sectoriels d'investissement.



Un programme de renforcement des capacités a été conçu pour les acteurs clés afin de :

- Consolider la compréhension des principes de la neutralité carbone,
- Favoriser le dialogue entre les parties prenantes,
- Améliorer l'organisation et la fiabilité du processus de collecte des données, et

- Garantir une appropriation locale durable de la stratégie, facilitant ainsi son intégration et sa mise en œuvre effective à l'échelle territoriale.

Ce programme comprend huit grands thèmes, qui ont été mis en œuvre entre avril et décembre 2024, comme suit :

Tableau 1 : Programme de renforcement des capacités pour la région de Gabès

Date	Thèmes	Nb de participants
30 avril 2024	**Thème 0 :** Introduction - Benchmark et retour d'expériences internationales - Choix de l'année de référence - Modalité et procédure d'élaboration d'une stratégie régionale de NC	72
14 et 15 mai 2024	**Thème 1** : Concepts de base du CC et de la neutralité carbone **Thème 7** : Méthodes et outils d'évaluation des impacts macroéconomiques de la neutralité carbone en 2050	92
4 et 5 juin 2024	**Thème 2** : Les stratégies territoriales de neutralité carbone	75
16 et 17 juillet 2024	**Thème 3** : Marché, technologies et perspectives de l'hydrogène vert	63
08 octobre 2024	**Thème 4** : Bilan carbone et quantification des émissions de GES dans les territoires **Thème 5** : Transition énergétique : technologies énergétiques de décarbonation	81
03 décembre 2024	**Thème 6** : Scénarisation et prospective : vision, cadrage socioéconomique, scénarios d'atténuation, projection des émissions de GES	54

1.1.2. Formation, plaidoyer, mise en place d'outils et développement de cadres de concertations multipartites pour le développement et mise en œuvre des politiques publiques inclusives en faveur de l'entrepreneuriat et de l'économie verte.

Dans le cadre de ses efforts en faveur d'un développement économique inclusif et durable, le projet a mis en œuvre une série d'actions visant à renforcer les capacités des parties prenantes, en particulier des acteurs institutionnels et territoriaux. Ces interventions ont principalement porté sur la mise à disposition de connaissances, de compétences et d'outils adaptés aux contextes locaux, afin de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques plus cohérentes et intégrées.

Dans cette perspective, et afin de favoriser l'intégration des principes de l'économie verte et de l'entrepreneuriat vert dans les politiques publiques, plusieurs activités ont été déployées. Elles visent à créer un environnement favorable à la transition écologique et à renforcer la résilience face aux changements climatiques, notamment à travers des actions de sensibilisation, de formation et de plaidoyer menées auprès des parties prenantes aux niveaux local et national.

Le premier produit de connaissance phare développé dans ce cadre est **la cartographie de l'écosystème de l'économie verte et de l'entrepreneuriat vert en Tunisie**. Cette cartographie constitue une analyse structurée et systémique des politiques, des programmes, des acteurs et des dynamiques à l'œuvre dans ce domaine. Elle se positionne comme un outil transversal d'aide à la

planification, à la concertation et à la mise en œuvre de l'ensemble des activités du projet GEWEET. Les objectifs de cette cartographie sont :

- L'analyse des politiques publiques et les programmes existants relatifs à l'économie verte et à l'entrepreneuriat durable.
- L'identification des acteurs clés (publics, privés, académiques et associatifs) intervenant dans les domaines de la formation, de l'accompagnement, du financement et de la gouvernance verte.
- Le développement d'une matrice des forces, des lacunes et des opportunités dans l'écosystème, en tenant compte des réalités régionales, notamment dans les six gouvernorats du sud et à Kairouan.

L'élaboration de cette cartographie s'est appuyée sur une démarche à la fois systémique et participative, mobilisant les acteurs à différents niveaux à travers quatre grandes étapes.

L'un des résultats clés de cette cartographie a été la réalisation d'un *diagnostic approfondi des cursus de formation liés à l'économie verte*. Ce travail a permis de mieux comprendre les besoins en matière de renforcement de capacités et de proposer des pistes concrètes pour adapter l'offre de formation aux exigences de la transition écologique. Il a également mis en lumière l'importance d'une maîtrise accrue des concepts et défis associés à la durabilité, à l'économie verte et à l'entrepreneuriat vert, tant pour les décideurs que pour les futurs entrepreneurs.

Dans ce sens, le projet a accordé une attention particulière au renforcement des capacités des acteurs institutionnels et des parties prenantes de l'écosystème de l'économie verte, tant au niveau national que régional, afin de renforcer leur aptitude à répondre de manière systémique et intégrée aux défis environnementaux contemporains.

Entre octobre et décembre 2024, plusieurs sessions de formation ont été organisées dans les régions cibles du projet, mobilisant un large éventail d'acteurs territoriaux. Conçues selon une approche pédagogique participative, ces sessions ont favorisé l'échange d'expériences et l'apprentissage actif, tout en consolidant les connaissances des participants sur les principes de l'économie verte, l'entrepreneuriat durable, la gouvernance environnementale et les mécanismes de financement vert.

Au total, 74 personnes ont pris part à ces formations, dont 45 hommes et 29 femmes, issus de parcours académiques et professionnels diversifiés (voir annexe n°1). Répartis en quatre groupes régionaux, les participant.e.s ont été formé.e.s selon le calendrier suivant :

Tableau 2 : Formations régionales sur l'économie verte

Gouvernorats	Date de réalisation	Hommes	Femmes	Total
Tataouine et Médenine	10 au 13/10/2024	15	8	23
Gabès et Kébili	07 au 13/11/2024	10	5	15
Gafsa et Tozeur	02 au 05/12/2024	10	12	22
Kairouan	19 au 22/12/2024	10	4	14
Total		**45**	**29 (39%)**	**74**



L'évaluation des acquis a été assurée à travers des tests pré- et post-formation. Une attention particulière a été portée à l'intégration de la dimension genre, avec une participation significative des femmes dans les différents groupes, renforçant ainsi l'inclusivité et l'impact des activités de renforcement des capacités.

Parallèlement, le projet a lancé la mise en place de *cadres de concertation* qui joueront un rôle central dans la consolidation des acquis issus des Concertations Régionales qui ont été organisées en décembre 2024 pour l'élaboration du plan de travail annuel PTA 2025. Ces espaces multipartites visent à renforcer la coordination entre les parties prenantes locales et régionales, en favorisant l'alignement des priorités, la complémentarité des initiatives et la synergie entre les interventions existantes. Les rencontres régionales organisées dans ce cadre ont permis de présenter les avancées réalisées en 2024, de partager les actions prévues pour 2025, d'identifier les besoins et priorités spécifiques à chaque gouvernorat, ainsi que les appuis techniques nécessaires au niveau local.

A travers cette approche intégrée combinant *formation, plaidoyer, mise en place d'outils adaptés et structuration de cadres de concertation inclusifs*, le projet entend créer un écosystème propice à l'émergence et à la mise en œuvre de politiques publiques durables en faveur de l'entrepreneuriat et de l'économie verte.

1.1.3. Appui technique pour favoriser la mise en place du cadre législatif et institutionnel sensible au genre, spécifique à l'économie verte et à l'entrepreneuriat vert.



À la suite des concertations avec les parties prenantes, le projet a adopté une approche large de l'économie verte, intégrant les dimensions sociales et les divers acteurs économiques dans une logique de transition inclusive, en réponse aux lenteurs des réformes juridiques liées à l'économie circulaire et à l'absence de décrets d'application de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

Dans ce cadre, des concertations régionales inclusives ont été organisées entre juillet et septembre 2024 réunissant institutions, société civile, secteur privé et collectivités territoriales, afin d'analyser les modèles économiques solidaires, inclusifs et verts selon une approche territoriale. Ces concertations sont menées de la manière suivante :

Tableau 3 : Concertations régionales sur l'économie circulaire et l'ESS

Gouvernorats représentés	Date	Nombre de participant.e.s
Kairouan	22 juillet 2024	21
Tozeur, Kébili, Gafsa	19 septembre 2024	19
Tataouine, Médenine, Gabès	18 septembre 2024	31

Les échanges ont permis de :

- Dresser un état des lieux enrichi de recommandations et solutions concrètes ;
- Promouvoir les entreprises sociales et solidaires, renforcer leurs performances et développer des modèles innovants (coopératives, entreprises citoyennes) ;
- Identifier les besoins prioritaires et clarifier les rôles des parties prenantes dans la mise en œuvre des transformations ;

- Souligner l'interdépendance entre économie verte et ESS, appelant à une gouvernance territoriale inclusive et participative ;
- Capitaliser les bonnes pratiques issues des diagnostics territoriaux pour orienter les prochaines étapes du projet ;
- Initier un mapping des initiatives multi-acteurs autour de la gestion durable des ressources naturelles, de mécanismes de financement adaptés, de l'accès aux marchés, et des actions de sensibilisation, plaidoyer et communication ;
- Proposer une stratégie intégrée de mobilisation fondée sur l'analyse des besoins, la cartographie des acteurs, l'identification des obstacles institutionnels et la formulation de recommandations adaptées, soutenue par des campagnes multicanales valorisant les initiatives locales ;
- Transformer les apprentissages en un plan d'action opérationnel pour guider les futures programmations vers un développement territorial inclusif, résilient et durable.

Les échanges ont également mis en évidence l'interdépendance entre l'économie verte et l'ESS, appelant à une vision intégrée conjuguant inclusion sociale, durabilité environnementale et innovation économique.

Ce processus participatif a permis de mener une analyse approfondie des besoins, défis et opportunités liés aux modèles économiques durables en Tunisie (les opportunités entrepreneuriales autour de la gestion durable des ressources naturelles, la mise en place de mécanismes de financement adaptés à l'ESS, l'amélioration de l'accès aux marchés), ce qui a abouti à une cartographie des acteurs clés et l'identification des freins législatifs, institutionnels, économiques et sociaux, et de formuler des recommandations opérationnelles adaptées aux spécificités locales et aux enjeux de genre.

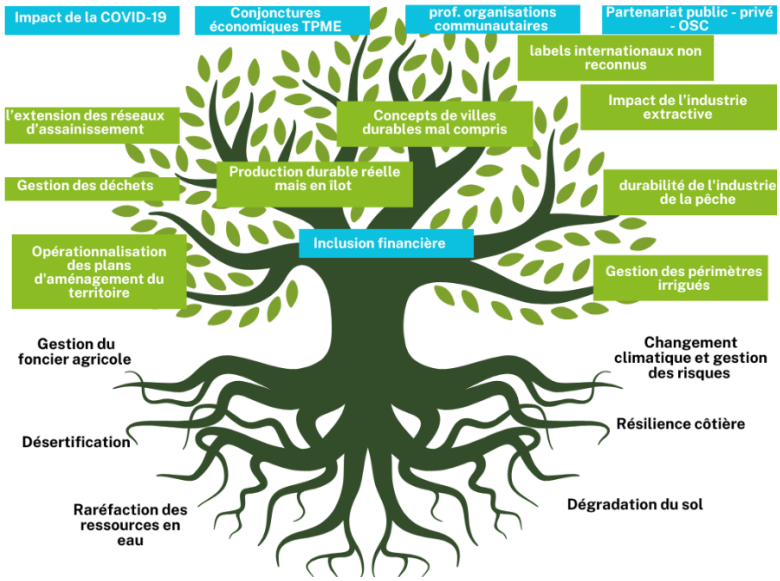


Figure 1 : Arbre des problématiques et solutions en lien avec les acteurs de l'ESS

Sur cette base, le projet prévoit d'élaborer *une stratégie de plaidoyer et de sensibilisation* ciblée, articulée autour de priorités claires, d'actions concrètes, de messages différenciés selon les cibles (décideurs, société civile, secteur privé, jeunes), et d'un plan de mobilisation des acteurs. Dans les prochaines étapes, ces outils seront déployés à travers des campagnes de sensibilisation multicanales et des journées territoriales d'animation, mettant en valeur des initiatives locales, des parcours inspirants, et les opportunités économiques concrètes offertes par ces modèles.

1.1.4. Collecte / analyse de données et élaboration de produits de connaissance dans le domaine de l'économie verte et de l'entrepreneuriat vert (Policy briefs, études, enquêtes, base de données).

Dans le cadre de sa stratégie de production de connaissances, le projet a poursuivi en 2024 le développement d'outils d'aide à la décision dans les domaines de l'économie verte et de l'entrepreneuriat durable. Cette démarche s'est traduite par l'élaboration de plusieurs produits stratégiques, *policy briefs*, études, enquêtes, bases de données, visant à éclairer les politiques publiques et à orienter les interventions en faveur d'un développement plus inclusif et durable.

Parmi ces outils figure le **baromètre MIQYES**, développé depuis plus de sept ans par le **PNUD** en Tunisie en partenariat avec la **Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONECT).** Ce baromètre ne se limite pas à un diagnostic de la santé des PME, mais propose également des pistes concrètes pour améliorer leur résilience et leur compétitivité, tout en guidant les décideurs publics et privés.

En 2024, le projet s'est attaché à préparer la 7e édition du MIQYES, qui sera mise en œuvre au cours du premier semestre 2025. Cette édition a porté sur un échantillon élargi d'au moins 700 entreprises, dont 500 PME classiques et 200 entreprises engagées dans une démarche de développement durable, afin de mieux comprendre les défis et opportunités liés à la transition écologique. L'enquête a mis l'accent sur des thématiques clés telles que l'accès au financement, l'accès aux marchés, le management, la compétitivité, le climat des affaires, et l'investissement.

La méthodologie adoptée repose sur un échantillonnage non probabiliste par quotas, défini selon trois critères : nombre de salariés permanents, gouvernorat et secteur d'activité, en se basant sur les données du Répertoire National des Entreprises (édition 2022). La définition des PME suit les critères de l'Institut National de la Statistique (entre 6 et 199 salariés).

Une innovation majeure de cette édition est l'intégration d'un module spécifique sur les entreprises écologiquement responsables, en lien avec les objectifs du projet GEWEET. Ce volet vise à approfondir l'analyse des pratiques durables, des contraintes rencontrées et de leur impact économique, avec un accent particulier sur la décarbonation. Une ventilation des données par région, secteur et taille d'entreprise est également prévue afin de garantir une représentativité optimale.

Pour accompagner cette initiative, un Responsible Party Agreement (RPA) a été signé le 23 décembre 2024 entre le PNUD et la CONECT couvrant la réalisation des enquêtes, l'analyse des résultats, ainsi que l'organisation de deux ateliers multi-acteurs pour la restitution et la discussion des conclusions avec les parties prenantes (secteur privé, société civile, administration, etc.).

Produit 1.2 : Une nouvelle approche systémique de l'entrepreneuriat vert résilient aux CC, à fort ancrage territorial est conçue et développée avec les acteurs concernés.

1.2.1. Appui technique aux institutions délocalisées pour l'identification, la promotion et le financement d'initiatives sensibles au genre dans le domaine de l'entrepreneuriat vert.

Pour donner suite à la demande du ministère de l'Environnement, le projet s'est penché en 2024 sur plusieurs réunions et discussions stratégiques avec l'unité nationale de coordination sur les changements climatiques au sein du ministère de l'Environnement afin d'identifier des pistes de collaboration alignées avec les cadres politiques nationaux, notamment la CDN et la Stratégie nationale de Développement Neutre en Carbone et Résilient aux Changements Climatiques.

Dans ce contexte où la transition vers une économie verte, inclusive et résiliente devient une priorité nationale, le projet GEWEET, en collaboration avec le Ministère, a franchi un cap stratégique en recentrant ses efforts sur l'identification et l'accompagnement des jeunes porteurs d'idées innovantes dans le domaine de l'investissement climatique, avec une attention particulière à l'intégration de l'approche genre.

A travers cette activité, le projet se veut un levier de renforcement du plaidoyer en direction des acteurs de l'écosystème financier et non-financier, tout en créant des passerelles concrètes entre les jeunes, les institutions d'appui, les structures de financement et les réseaux d'innovation. Elle a également jeté les bases d'un appui technique ciblé aux institutions délocalisées, pour qu'elles puissent mieux identifier, promouvoir et financer des initiatives locales sensibles au genre dans l'entrepreneuriat vert. L'objectif était double : renforcer l'engagement des jeunes entrepreneurs, notamment les jeunes femmes, et soutenir l'émergence de projets novateurs fondés sur les nouvelles technologies, capables de répondre aux défis du changement climatique.

En vue de planifier une série d'ateliers régionaux, le projet s'est focalisé en 2024 à mobiliser les parties prenantes autour d'une ambition commune à savoir la promotion de l'investissement vert, sensible au genre, à travers des actions d'atténuation et d'adaptation (les institutions publiques, les structures d'appui à l'entrepreneuriat, les banques, les organismes de financement spécialisés). Ces ateliers ont permis d'informer, de former et de renforcer les compétences des jeunes, tout en les connectant aux dispositifs de financement durables disponibles aux niveaux national et international.

Fort de cette dynamique et après la validation du comité du pilotage, le projet prévoit en 2025 l'élargissement de cette approche à l'ensemble des gouvernorats d'intervention. Il est prévu d'organiser des forums régionaux pour sensibiliser, former et mobiliser les jeunes sur les opportunités d'investissement climatique. En parallèle, un appui technique sera apporté aux institutions locales afin qu'elles puissent accompagner efficacement les initiatives locales, avec un focus sur les projets portés par les jeunes femmes. Ce dispositif sera complété par un concours national de projets climatiques innovants et une conférence nationale de valorisation des résultats et des lauréats, contribuant ainsi à l'ancrage territorial de l'action climatique, à l'innovation et à la consolidation d'une économie verte, inclusive et sensible au genre.

Produit 1.3 : De nouveaux outils financiers pour le développement de l'économie verte et inclusive en Tunisie sont conçus, testés et diffusés.

1.3.1. Etudes d'identification des outils financiers innovants pour le financement de l'économie verte et inclusive en Tunisie et état des lieux/ suivi de la mise en place de ces outils

Pour appuyer la Tunisie à mobiliser davantage de ressources en faveur des ODD, le projet a mené en 2024 un état des lieux des outils de financement innovants. Cette étude s'est construite à partir d'une analyse approfondie des dispositifs existants ou émergents, et surtout grâce à un dialogue ouvert avec les principaux acteurs de l'écosystème tels que les institutions publiques, secteur privé, partenaires techniques et financiers. Ce travail collaboratif a permis d'identifier les solutions déjà en place, de mieux comprendre les opportunités offertes par les nouveaux mécanismes, et de faire ressortir des recommandations concrètes et adaptées au contexte tunisien.

Les résultats ont été partagés lors d'un atelier national organisé le 21 octobre 2024, en présence de nombreux représentant.es des secteurs financier et non financier : 53 participant.e.s dont 21 femmes.



L'approche retenue s'est voulue pragmatique et collective, visant l'opérationnalisation d'une feuille de route réaliste, touchant plusieurs niveaux, en particulier le plaidoyer, la coordination et la communication. Cette démarche participative a abouti à la formulation d'une stratégie de plaidoyer pour promouvoir l'adoption d'outils de financement durables, notamment les instruments dits « verts », tout en tenant compte des dynamiques de changement à la fois globales, sectorielles et individuelles.

Parmi les leviers d'action recommandés, l'appui technique aux banques commerciales pour faciliter la gestion des lignes de crédit vertes a été jugé prioritaire, ces mécanismes étant souvent complexes

à mettre en œuvre. Le développement du secteur des assurances, à travers notamment l'introduction d'une assurance climatique accompagnée de lignes directrices, a également été proposé comme une réponse clé face à la montée des risques climatiques. L'intégration de solutions technologiques, telles que l'intelligence artificielle pour l'alerte et la gestion des catastrophes, a été évoquée comme piste d'innovation. Enfin, sur le plan des obligations vertes, il a été recommandé d'adopter une posture proactive en engageant dès à présent une phase transactionnelle, sans attendre l'instauration d'un cadre réglementaire complet, en s'appuyant sur des investisseurs à impact et en structurant un pipeline de projets attractifs et bancables.

Afin de garantir l'efficacité de la mise en œuvre, l'atelier a mis en lumière la nécessité d'un renforcement structuré des capacités nationales. Cela implique la conduite d'un diagnostic des besoins, le développement de programmes de formation accrédités (comme des masters spécialisés), des actions de sensibilisation auprès du grand public, y compris dans les établissements scolaires, ainsi que des démarches de benchmarking et de partage d'expériences réussies.

En parallèle, il a été fortement recommandé de créer une entité nationale de coordination, logée par exemple au sein du ministère de l'Économie et de la Planification, à l'image de la coordination nationale des ODD. Cette structure jouerait un rôle central dans la convergence des efforts entre les ministères sectoriels, les institutions financières publiques et privées, les partenaires techniques et financiers, ainsi que la société civile. Sa réussite dépendra en grande partie de l'existence d'une stratégie de communication efficace, permettant d'assurer l'adhésion des parties prenantes et la continuité de l'engagement politique.

L'élaboration d'une feuille de route collective a également été identifiée comme une étape clé. Celle-ci devra préciser les rôles des parties prenantes, désigner un chef de file clairement identifié, et bénéficier de l'appui d'un sponsor politique de haut niveau. Chaque acteur devra être en mesure d'identifier ses responsabilités spécifiques, de mobiliser les ressources nécessaires et de suivre un calendrier d'exécution rigoureux. Un dernier volet fondamental concerne le plaidoyer auprès des décideurs publics. Il s'agit ici de renforcer l'engagement des autorités centrales, en particulier les ministères économiques et financiers, en mettant en avant les obligations internationales de l'État, les bénéfices économiques liés au développement durable (notamment l'attractivité des investissements directs étrangers), ainsi que l'urgence climatique. Cette campagne devra s'appuyer sur une approche participative, impliquant activement la société civile et les médias, et être nourrie par des données probantes, des « success stories » et des études comparatives.

L'ensemble de ces orientations s'inscrit dans une vision stratégique pour 2025, fondée sur trois piliers interconnectés :

- Le renforcement des capacités, pour doter les acteurs publics et privés des outils nécessaires à la conception de projets durables ;
- Le dialogue multi-acteurs, pour assurer une coordination efficace entre les différentes composantes de l'écosystème national ;

- Et enfin, le plaidoyer et la communication, pour favoriser une appropriation politique et institutionnelle des outils financiers innovants, et ancrer leur utilisation dans les pratiques nationales.

1.3.2. Elaboration et mise en œuvre de plans de plaidoyer et de communication pour l'appropriation et l'utilisation efficace des outils financiers innovants par les différents acteurs.

En 2024, une stratégie de plaidoyer et de communication a été co-élaborée à la suite d'un état des lieux sur les outils de financement innovants et d'un atelier national qui a réuni les principales parties prenantes publiques, financières, privées et issues de la société civile. Cette stratégie vise à renforcer l'appropriation et l'utilisation efficace de ces outils par les acteurs concernés. Elle repose sur plusieurs leviers clés, à savoir les engagements de l'État en matière d'ODD et de transition climatique, l'adaptation des cadres de financement, et la promotion d'une dynamique ascendante impliquant activement la société civile et les médias. L'un des axes principaux de cette stratégie est l'élaboration et la mise en œuvre de plans de plaidoyer et de communication ciblés, planifiés en 2025, capables de transformer les recommandations techniques en mesures concrètes, nécessitant un fort plaidoyer des décideurs politiques et des opérateurs économiques.

Effet 2 : L'innovation financière verte au service de l'autonomisation économique des femmes et des populations vulnérables.

Produit 2.1 : Un écosystème entrepreneurial vert est construit en faveur d'un développement économique local durable et inclusif.

2.1.1. Elaboration d'études sur le potentiel de développement des chaines de valeur vertes et résilientes aux changements climatiques favorisant la création et mise à l'échelle d'entreprises notamment portées par des femmes.

L'approche de développement des chaînes de valeur vertes et résilientes constitue l'un des piliers de l'intervention du projet GEWEET. Elle est envisagée comme un levier entrepreneurial structurant pour promouvoir l'économie verte et inclusive dans les régions cibles et qui va guider les acteurs de l'écosystème à mettre en application des plans d'actions claires et opérationnels à la lumière de l'analyse approfondie des chaines de valeur en se basant sur les approches méthodologiques validées (les directives émises par la GIZ en collaboration avec l'OIT et d'autres agences).

Dans cette optique, un processus d'étude approfondi a été lancé dans les gouvernorats d'intervention du projet (Kairouan, Gafsa, Tozeur, Kébili, Tataouine, Gabès et Médenine). Conçue comme un exercice structurant et participatif, cette étude visait à identifier et sélectionner une chaine de valeur au niveau de chaque gouvernorat et 3 autres chaines inter gouvernorats, soit en totalité 10 chaines de valeur. Une première phase a consisté en une revue documentaire approfondie mobilisant les données, analyses et diagnostics disponibles sur les chaînes de valeur dans les régions

ciblées. Cette revue a permis de consolider les connaissances, d'identifier les principales lacunes en matière d'information, et de poser les bases d'une première analyse comparative structurée.

Sur la base de cette analyse et revue documentaires et des entretiens avec les acteurs publics et les parties prenantes concernées, les chaînes de valeur représentant un potentiel important de développement local, une capacité d'adaptation au changement climatique et une pertinence en termes d'inclusion économique des femmes ont été présélectionnées dans chaque gouvernorat pour une analyse comparative. Les chaines de valeur présélectionnées sont les suivantes :

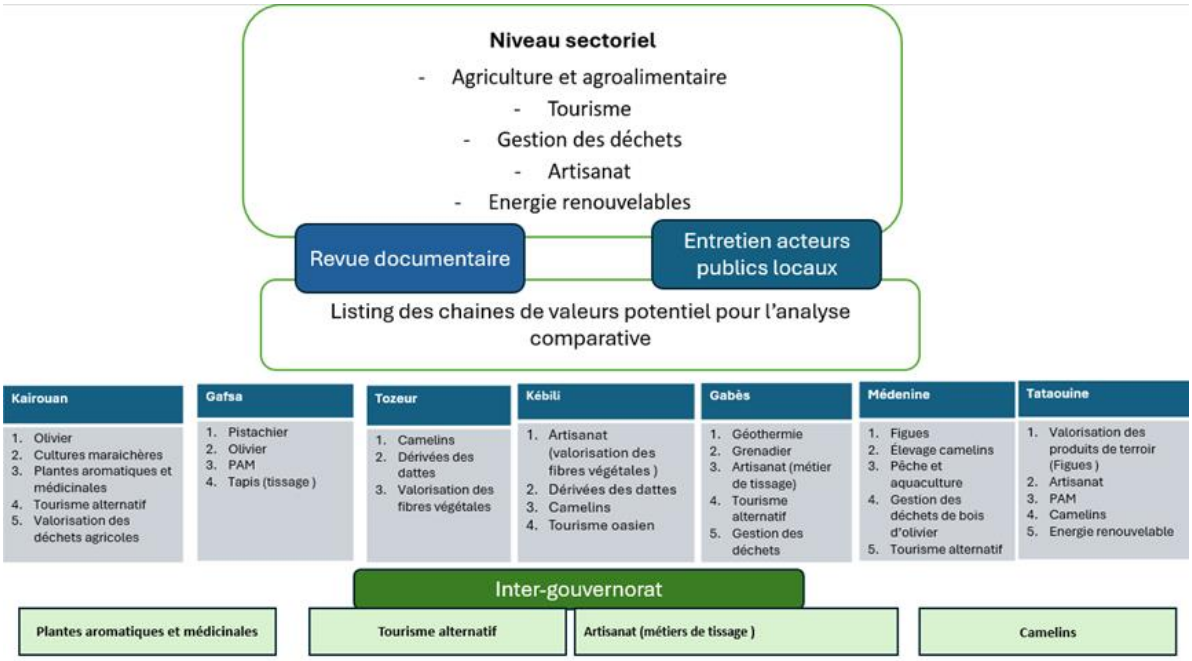


Figure 2 : Résultats de la revue documentaire : Liste des chaines de valeurs potentiel pour l'analyse comparative (extrait du livrable 2 de l'étude)

Une analyse comparative de ces chaines de valeur présélectionnées a été menée en prenant en considération les dimensions suivantes :

- Dimension économique
- Dimension de genre et l'innovation sociale
- Dimension environnementale
- Dimension institutionnelle

Cette analyse préliminaire a permis de sélectionner les chaines de valeur suivantes :

Gouvernorat	Kairouan	Gafsa	Kébili	Tozeur	Gabès	Médenine	Tataouine
CdVs sélectionnées	Plantes aromatiques et médicinales	Oléiculture	Palmier dattier	Tourisme oasien	Artisanat	Figues	Artisanat

En parallèle à cette analyse comparative, des concertations régionales seront organisées, en 2025, afin de garantir une appropriation locale des résultats. Le même exercice d'analyse sera mené avec les acteurs régionaux. Ces rencontres permettront de valider collectivement les résultats préliminaires et identifier les chaines de valeur les plus prometteuses en les alignant sur les priorités territoriales.

Le projet prévoit en 2025 pour les prochaines étapes de réaliser une analyse fonctionnelle des chaines de valeur sélectionnées et validées qui s'appuiera sur la méthodologie de la FAO (*SFVC Methodological Guide*), qui adoptera une approche intégrée tenant compte des dimensions économiques, sociales, environnementales et de résilience. Cette méthodologie comprend une analyse fonctionnelle de la chaîne, la cartographie des acteurs et des flux, l'étude des marchés finaux, l'examen des éléments constitutifs (acteurs directs et prestataires de services), ainsi qu'une analyse approfondie de la gouvernance. L'évaluation de la durabilité repose sur cinq axes à savoir la performance économique, l'impact social, l'empreinte environnementale, et la résilience aux chocs et carte thermique synthétisant les résultats.

2.1.2. Renforcement du dialogue public/privé et développement de réseaux d'entreprises engagées (engagées socialement, économiquement et environnementalement)

En 2024, le projet a lancé une initiative ambitieuse pour structurer et dynamiser un réseau d'entreprises engagées, qu'elles soient publiques ou privées, locales ou nationales, autour de l'engagement social, économique et environnemental. L'objectif est d'élaborer une stratégie de développement du réseau tout en assurant sa mise en œuvre. Cela passe par l'identification des acteurs clés, le renforcement de leurs capacités, et la création d'espaces de dialogue et de collaboration à l'échelle nationale et régionale, notamment dans les gouvernorats ciblés par le projet.

A cet effet, une campagne digitale a été complétée par des appels de suivi personnalisés, pour maximiser l'engagement et garantir une participation de qualité.



Figure 3 : Affiches pour rejoindre le réseau d'entreprises engagées publiées sur les réseaux sociaux

Le formulaire d'inscription a été conçu comme un outil de dialogue efficace : il a permis de valider l'intérêt des entreprises, de recueillir les informations clés sur les bénéficiaires, et d'identifier les priorités thématiques. Il incluait également une auto-évaluation des connaissances, afin d'adapter les contenus des formations aux profils des participant.e.s.

Grâce à ce dispositif, 61 inscriptions ont été enregistrées, provenant en majorité de participant.e.s ayant un niveau débutant ou intermédiaire. Les résultats ont permis de structurer les formations autour de modules pratiques et pertinents :

- Bilan carbone,
- Certifications et labels environnementaux,
- Norme ISO 26000,
- Introduction à la RSE,
- Intégration des ODD dans les stratégies d'entreprise.

La première étape de cette étude a permis de réaliser une cartographie approfondie des entreprises engagées en Tunisie. Cette cartographie s'est appuyée sur une méthodologie rigoureuse comprenant l'identification des acteurs via les réseaux sociaux, annuaires d'entreprises, chambres de commerce et partenaires, la diffusion d'un formulaire pour collecter les données, et la consolidation des réponses dans une base de données. Une échelle d'engagement (engagé, engagé+, engagé++) a permis de classifier les entreprises selon leur niveau d'implication.

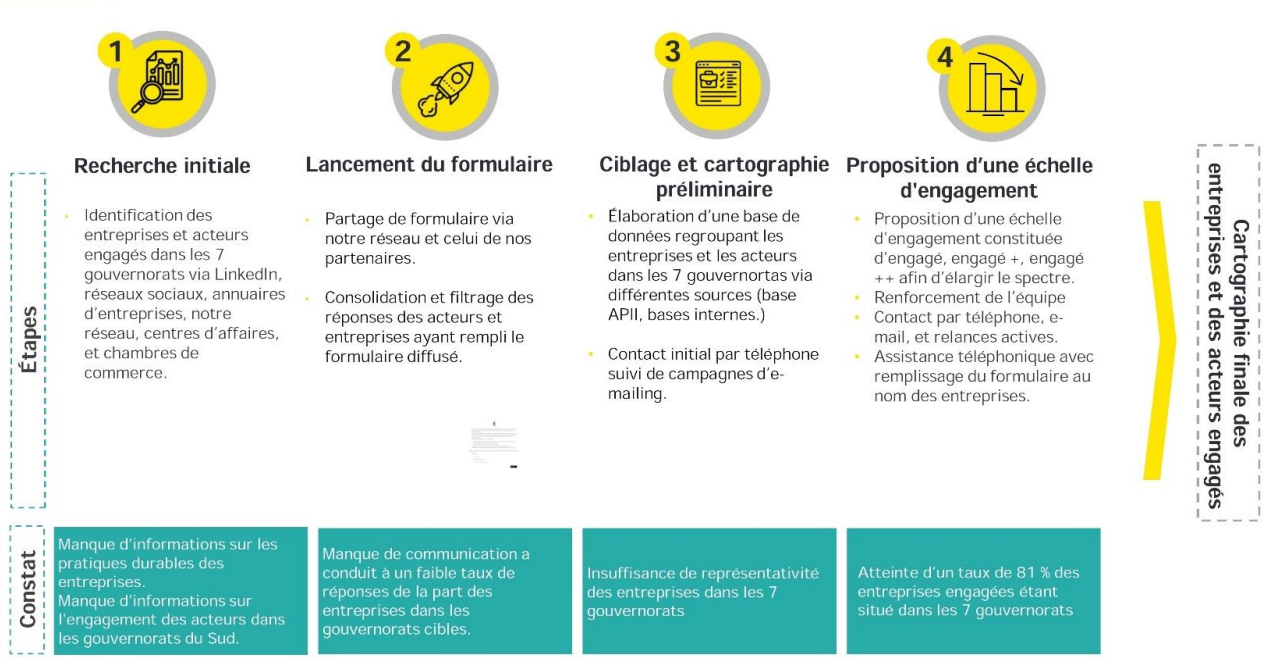


Figure 4 : Approche méthodologique : La cartographie des entreprises et acteurs engagés régionale et nationale

Après la phase de filtrage, 281 entreprises engagées ont été identifiées comme intéressées à rejoindre le réseau. Parmi elles, 227 sont situées dans les sept gouvernorats ciblés par le projet, réparties comme illustré sur la carte ci-dessous.

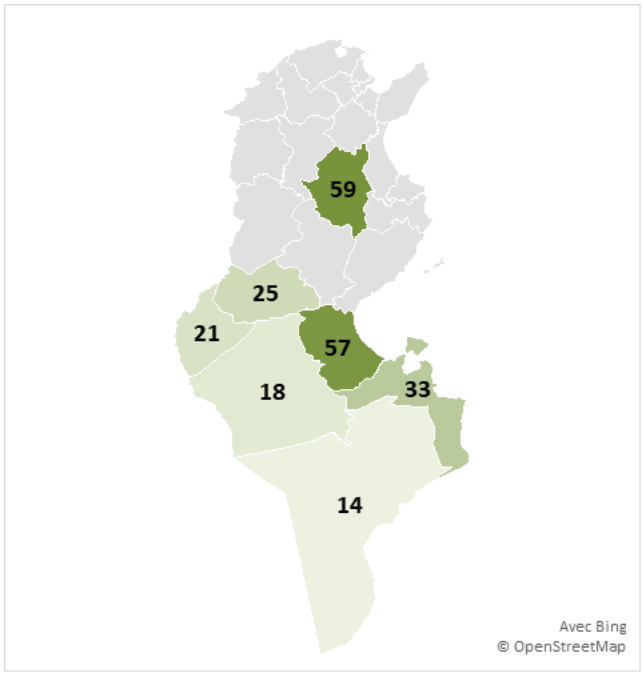


Figure 5 : Carte de répartition des entreprises engagées dans les gouvernorats du projet

Ce travail a permis de dresser une liste complète des entreprises et acteurs tunisiens engagés impliqués dans la RSE, le développement durable et la résilience climatique et aussi d'évaluer l'efficacité de leurs actions par secteur d'activité.

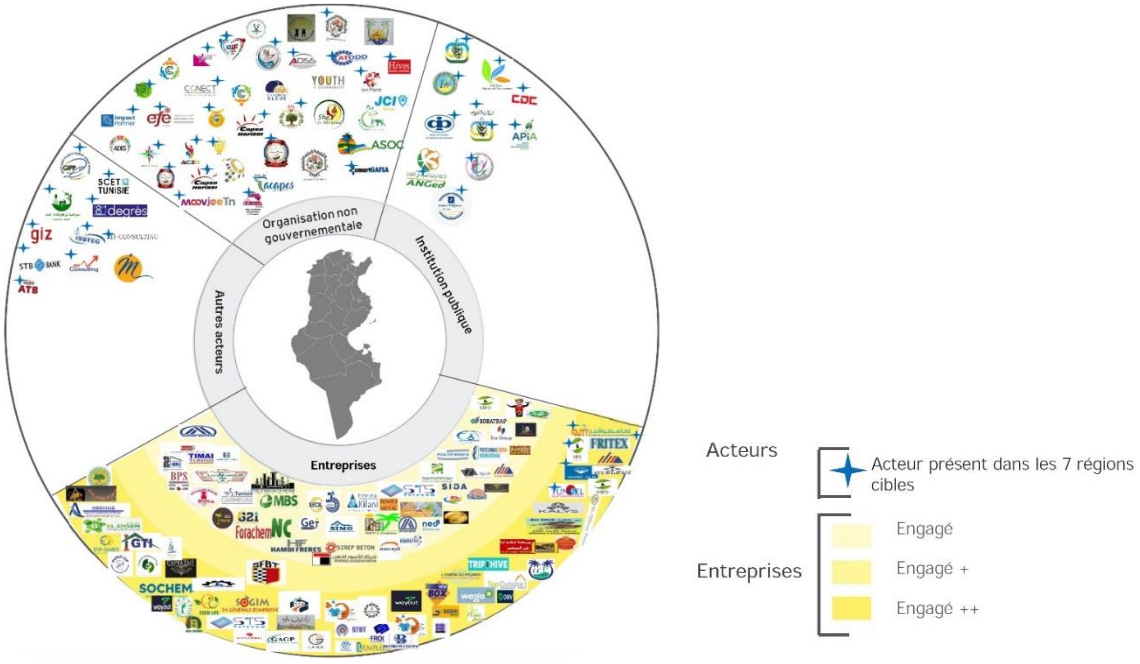


Figure 6 : Cartographie nationale des acteurs engagés (source : Rapport du renforcement du dialogue public/privé et le développement de réseaux des entreprises engagés)

Par ailleurs, un benchmarking international des meilleures pratiques et réseaux existants, comme le Cercle des entreprises engagées en France, a enrichi cette analyse. Ce travail a permis de comparer les initiatives tunisiennes à celles de pays similaires pour identifier les meilleures pratiques.

L'ensemble de ces démarches permettra de structurer un réseau dynamique et inclusif, intégrant transversalement les dimensions de l'innovation et du genre.

En 2025, un programme de formation sera mis en œuvre pour accompagner les entreprises dans leur transition vers un modèle plus responsable. Ce programme visera à les sensibiliser et à les outiller sur les concepts d'entreprise engagée, de RSE, de développement durable, de résilience au changement climatique et de contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Enfin, afin de renforcer la dynamique collective, quatre ateliers de concertation et de décision seront organisés en 2025, aux niveaux régional et national. Ces rencontres permettront de mobiliser les acteurs clés autour d'actions concrètes en faveur de la résilience climatique.

2.1.3. Identification et création de partenariats pour le développement de l'entrepreneuriat vert, l'inclusion financière et l'innovation sociale verte (publics et privés)

Les partenariats public-privé (PPP) représentent un levier stratégique pour garantir une transition vers une économie verte, inclusive et résiliente, comme le promeuvent le projet GEWEET et le PNUD. En réunissant les secteurs public, privé et associatif autour de priorités partagées, entrepreneuriat vert, inclusion financière et innovation sociale, ces partenariats permettent de créer des synergies concrètes face aux défis du développement durable.

Durant le dernier trimestre 2024, une analyse approfondie de l'écosystème a permis de dresser un état des lieux détaillé des parties prenantes les plus actives dans les domaines ciblés. Cette cartographie met en lumière leurs initiatives, expertises et zones d'intervention, avec pour objectif de renforcer les synergies locales et encourager la formation de partenariats ciblés, capables d'amplifier l'impact des actions du projet dans les régions concernées. Cette démarche aboutira à la formulation de huit cadres de partenariat innovants, couvrant les sept gouvernorats du projet ainsi qu'à Tunis, en cohérence avec les priorités nationales.

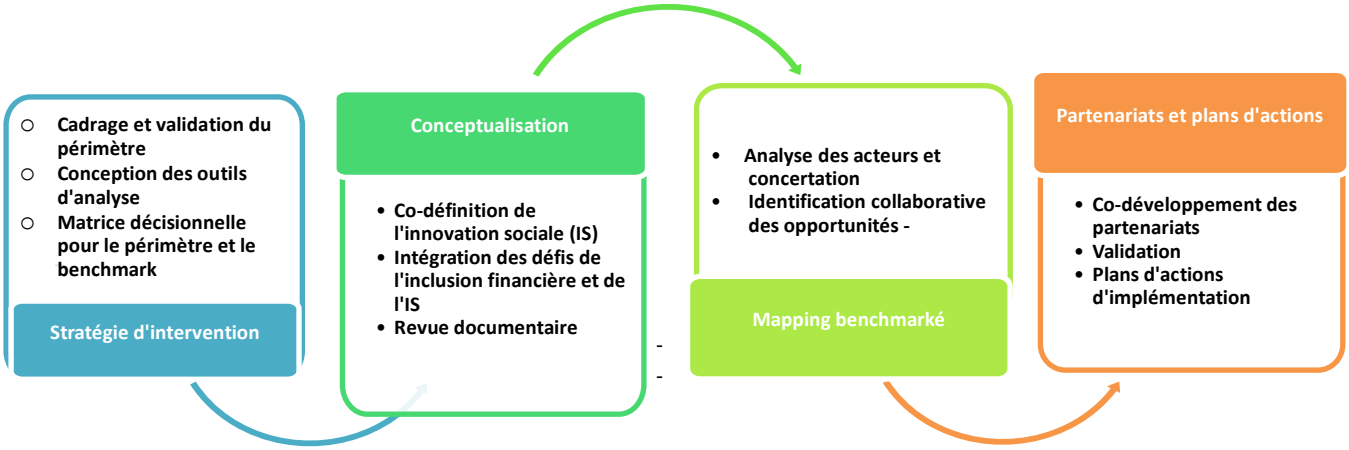


Figure 7 : Schéma d'identification des partenariats dans une logique holistique et intégration d'une approche terrain en concertation directe avec les partenaires potentiels

Le projet a élaboré une stratégie de mapping de l'entrepreneuriat vert sur la base de ces thématiques :

- Gestion durable des ressources en eau dans le développement de l'agriculture.
- Valorisation des sous-produits des espaces forestiers et agricoles
- Promotion d'une agriculture oasienne durable.
- Valorisation du patrimoine montagneux et de sa biodiversité.
- Verdir les industries manufacturière et extractive

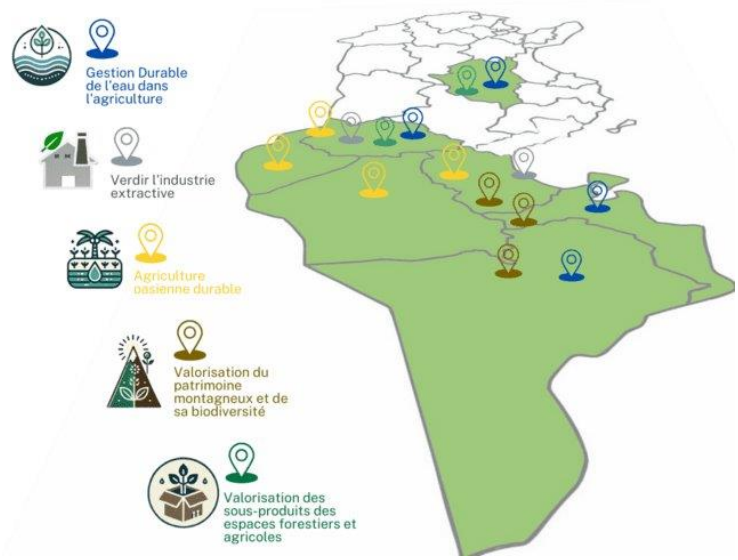


Figure 8 : Opportunités identifiées pour les PPP

En 2025, le projet GEWEET prévoit de consolider cette dynamique à travers une nouvelle phase dédiée à l'identification et à la co-création de partenariats publics et privés au service de l'entrepreneuriat vert, de l'inclusion financière et de l'innovation sociale verte dans les sept gouvernorats concernés. Cette étape comprendra un processus structurant de co-design impliquant l'ensemble des parties prenantes locales de l'écosystème. Des ateliers de concertation permettront d'affiner les propositions formulées, d'en évaluer la pertinence et de recueillir les retours des parties prenantes, afin d'en assurer l'ancrage territorial et la faisabilité opérationnelle.

Produit 2.2 : Les femmes et les populations vulnérables dans les écosystèmes dynamisés sont ciblées par la communication, la diffusion de l'information, leur permettant une meilleure accessibilité et compréhension des produits financiers.

2.2.1. Elaboration et mise en œuvre de stratégies marketing, plans de plaidoyers et de communication en faveur des populations cibles pour améliorer leur accès aux services financiers

Dans l'objectif de renforcer l'accès des populations vulnérables aux services financiers, en particulier les femmes et les jeunes dans les gouvernorats ciblés, le projet vise à élaborer et mettre en œuvre des plans de plaidoyer et de communication en faveur d'une inclusion financière étendue et réelle. Afin d'adopter une approche innovante répondant aux besoins spécifiques des populations ciblées,

une activité structurante a été conçue : un état des lieux quantitatif et qualitatif de l'inclusion financière (pour les femmes et pour les jeunes, dans les sept gouvernorats d'intervention), y compris une analyse de l'offre et de la demande, ainsi qu'une étude comportementale sur les usages des outils et services financiers, débouchant sur des « User Journeys » qui guideront les activités de marketing, plaidoyer et communication. Les contours de cette activité, sur laquelle la planification 2025 et 2026 reposera, ont été dessinés en 2024 en concertation avec l'analyste genre ainsi que l'unité d'innovation (l'Accelerator Lab) du bureau du PNUD Tunisie pour assurer la pertinence et l'approche novatrice.

En 2024, les bases de cette activité stratégique ont été posées, notamment à travers la définition de ses objectifs, la validation de la méthodologie et la mobilisation des partenaires techniques, en particulier l'Observatoire de l'Inclusion Financière (OIF), sous-tutelle de la Banque Centrale de Tunisie La mise en œuvre effective de cette activité est prévue pour 2025, à la suite de la signature du contrat en décembre 2024.

2.2.2. Organisation d'évènements pour favoriser le dialogue et la coopération entre les femmes, les jeunes et les institutions financières pour une meilleure accessibilité aux services et produits financiers

Dans le cadre du projet GEWEET, une série d'événements seront organisés en 2025 dans les quatre régions cibles du projet, Kairouan, Gafsa, Tozeur et Médenine, dans le but de renforcer le dialogue entre les populations ciblées, en particulier les femmes et les jeunes, et les institutions financières.

Ces événements visent à améliorer la compréhension des produits et services financiers existants, à encourager leur accessibilité, et à promouvoir une gestion financière durable et adaptée aux besoins spécifiques de ces publics. À travers ces quatre ateliers, l'objectif est de couvrir l'ensemble du territoire concerné par le projet afin de garantir une approche inclusive et équitable entre les différentes régions ciblées.

La conception de ces événements a été au cœur des travaux réalisés tout au long de l'année 2024. Elle a fait l'objet de plusieurs réunions de coordination entre les équipes du projet, mais également de rencontres avec divers acteurs financiers clés, notamment la CBF, des associations de microcrédit, ainsi que des banques privées. Ces échanges ont permis de rassembler les propositions, les attentes et les recommandations de chaque partie prenante, et ont servi à préparer les événements.

2.2.3. Information et sensibilisation des communautés ciblées (hommes et femmes) sur les droits humains des femmes et des filles et l'égalité de genre

Cette activité phare du projet s'inscrit dans une dynamique visant à favoriser un environnement propice au dialogue entre les femmes, les hommes et les professionnels des services d'appui à l'entrepreneuriat féminin. Son objectif général est de renforcer la participation active des femmes à la vie économique, sociale et familiale en stimulant un écosystème inclusif qui encourage l'engagement des hommes et des jeunes dans la lutte contre les discriminations liées au genre, la

réduction des inégalités entre les sexes, ainsi que l'autonomisation des filles et des femmes, notamment à travers la promotion d'initiatives locales innovantes.

En se basant sur les leçons tirées d'expériences antérieures menées par le PNUD, et les principes du « Behavioural Insights[1]» et du changement social et comportemental (CSC)[2] ; le projet a aussi veillé dans le cadre de cette activité innovante à intégrer le principe « Ne laisser personne de côté », une approche fondée sur les droits humains, axée sur l'autonomisation, l'inclusion, l'équité, le pouvoir d'action des personnes et le développement humain. Ceci a permis de promouvoir une dynamique d'alliance et de co-construction avec les acteurs communautaires et qui implique d'une façon équilibrée les hommes, les jeunes hommes et les femmes aussi en tant qu'acteurs de changement. Dans cette perspective, le message à mettre en avant à travers les activités de formation et de sensibilisation est de renforcer le dialogue au sein des couples, qui apparaît essentiel en tant que levier de cohésion familiale, de participation accrue des femmes aux processus décisionnels et donc d'autonomisation économique.

En 2024, les bases de cette activité stratégique ont été posées, notamment à travers la définition de ses objectifs, la validation de la méthodologie et la mobilisation des partenaires techniques

Dans un premier temps, des ambassadrices et ambassadeurs locaux, hommes et femmes, ont été identifiés selon des critères précis. Ce sont des acteurs institutionnels, de la société civile ainsi que des journalistes, ayant une influence dans leurs régions respectives.

Tableau 4 : Etapes de théorie du changement comportemental en vue de promouvoir un meilleur accès à leurs droits socio-économiques

	1. Formations	2. Initiatives locales
Qui	Ambassadrices et ambassadeurs locaux Acteurs locaux formés	Ambassadrices et ambassadeurs locaux Acteurs locaux formés Communautés bénéficiant des initiatives
Quoi	Améliorer les connaissances genre, questionner les préjugés, susciter un désir d'œuvrer pour l'inclusion économique et entrepreneuriale des femmes	Créer en environnement propice au changement favorable à une meilleure inclusion économique verte et entrepreneuriale des femmes
Comment	Formations d'ambassadrices et ambassadeurs Formations d'acteurs locaux	Plans d'actions Accompagnement pour mesurer le changement des initiatives
Etape comportementale	Contemplation Détermination	Action
Mesure	Nombre de personnes formées Analyse pré et post tests	Nombre de chronogrammes Guidelines (Accompagnement M&E des initiatives)

[1] https://www.undp.org/publications/behavioural-insights-toolkit-entrepreneurship-programming
[2] https://www.sbcguidance.org/fr/understand

En 2025, ils participeront à des formations destinées à améliorer leurs connaissances en matière d'égalité de genre, à remettre en question les stéréotypes, comprendre le changement social et comportemental, et à susciter une volonté d'agir en faveur de l'inclusion économique des femmes.

Ensuite, des ateliers de sensibilisation et de co-création seront organisés dans les régions ciblées. Coanimés par les ambassadeurs locaux, ces ateliers seront adaptés au contexte local. Enfin, une troisième phase permettra de finaliser les plans d'action à travers des réunions de travail en ligne avec les groupes impliqués.

Produit 2.3 : Les femmes vulnérables des régions ciblées sont dotées des connaissances, outils et mécanismes nécessaires à leur autonomisation économique résiliente aux changements climatiques.

2.3.1. Formation et accompagnement rapproché aux femmes micro- entrepreneures et populations vulnérables sur l'utilisation des produits/services financiers, la création et le développement d'entreprises résilientes aux changements climatiques, en prenant en compte leurs besoins et conditions sociales.



Dans le but de favoriser l'autonomisation économique des femmes en tant qu'effet multiplicateur du développement socio-économique permettant de mettre fin à toutes les formes de discrimination envers les femmes, un programme de formation et de sensibilisation autour de l'économie verte et de l'éco-entrepreneuriat féminin, sous le nom de "Greent'it2.0 a été mis en œuvre par le projet GEWEET à partir du juillet 2024.

Ce programme comprend essentiellement :

- **Phase 1 :** L'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de renforcement de capacités pour 350 femmes micro-entrepreneures, sur l'utilisation des produits et services financiers, y inclus des services d'assurance pour lutter contre l'impact du changement climatique, et sur la création ou le développement d'entreprises résilientes aux changements climatiques.

- **Phase 2 :**
    - Elaboration et mise en œuvre un programme d'accompagnement pour 350 femmes entrepreneures dans les chaines de valeus vertes. Ce programme comportera trois volets dans les chaines de valeurs vertes : (i) création d'entreprise, (ii) reconversion ou diversification et (iii) mise à l'échelle et Accélération des entreprises.
    - Fournir un accompagnement individuel et opérationnel à 21 projets sélectionnés et qui recevront un appui financier afin de les appuyer dans la réalisation de leurs objectifs professionnels.

Dans ce cadre, une stratégie de communication et de sensibilisation a été déployée via différents canaux, aussi bien physiques que digitaux. Des publications, appels à candidatures et contenus pédagogiques ont été partagés sur les réseaux sociaux et lors d'événements locaux, permettant aux femmes bénéficiaires dans les régions du Sud et à Kairouan de découvrir le programme, ses objectifs, et les concepts liés aux chaînes de valeur vertes, à l'entrepreneuriat sensible aux enjeux climatiques et aux opportunités du secteur vert et bleu.



Figure 9 : Affiches de Green'it 2.0

❖ **Phase 1 :**

La première phase du programme, mise en œuvre en juillet-novembre 2024, a permis de toucher plus de 329 femmes éco-entrepreneuses et futures éco-entrepreneuses dans sept régions du sud de la Tunisie et réparties sur trois cohortes, à travers des actions de renforcement des capacités et de sensibilisation sur deux thèmes, i) outils et mécanismes de financement et d'assurance et ii) création des entreprises résilientes aux changements climatiques.

Dix (10) sessions de formation ont été organisées entre juillet et novembre 2024, chacune s'étalant sur une période de six jours. Ces sessions ont adopté une approche pédagogique mixte, alliant des exposés magistraux visant à familiariser les participantes avec les thématiques abordées, à des activités pratiques telles que des études de cas, des exercices appliqués et des mises en situation. Cette méthodologie a favorisé une meilleure assimilation des concepts, une appropriation des outils proposés, ainsi qu'une compréhension des enjeux liés à la création d'une entreprise verte.

À l'issue de ces formations, les femmes micro-entrepreneures ont pu renforcer leurs capacités en matière d'accès au financement, notamment à travers :

- L'identification de leurs besoins en financement et des options existantes dans le domaine du financement vert ;
- Une préparation ciblée aux échanges avec de potentiels financeurs

Afin d'évaluer les progrès réalisés en termes de connaissances et de compétences, des questionnaires pré et post-formation ont été administrés aux participantes. Ces évaluations ont également pris en compte la qualité logistique et pédagogique des sessions ainsi que l'atteinte des attentes des participantes. Les résultats ont montré que la quasi-totalité des femmes ont été satisfaites du contenu, des méthodes d'animation et de l'ambiance générale. Environ 80 % d'entre elles ont constaté une progression notable, passant d'un niveau faible à modéré ou avancé. Ces données permettront d'ajuster les futures formations..

Tableau 5: Renforcement de capacités pour les femmes Eco-entrepreneurs sur la création d'entreprise résiliente aux changement climatique et inclusion financière

	Cohorte 1	Cohorte 2	Cohorte 3	Total
Kairouan	24	0	29	**53**
Gafsa	5	11	23	**39**
Tozeur	9	18	21	**48**
Kébili	6	17	30	**53**
Tataouine	8	9	21	**38**
Médenine	12	13	27	**52**
Gabe	8	12	26	**46**
Total	**72**	**80**	**177**	**329**

Par ailleurs, des ateliers de réseautage ont été organisés tout au long du programme, favorisant la mise en relation des femmes entrepreneures avec les acteurs de l'écosystème entrepreneurial et financier local. Ces rencontres ont facilité l'échange d'expériences, la création de réseaux et de communautés locales engagées, renforçant ainsi l'accès aux services et appuis existants. D'autres

événements nationaux et régionaux sont prévus pour poursuivre et amplifier ces dynamiques, afin de consolider les parcours des femmes entrepreneures et leur intégration durable dans l'économie verte.

- **Phase 2 :**

Les préparatifs techniques et logistiques ont été lancés, depuis juillet 2024, afin de structurer le programme d'incubation et d'accompagnement de la phase 2 de *Green'it 2.0*. Ces préparatifs ont permis de définir les critères de sélection et de les valider avec les membres des comités de sélection de concevoir les outils pédagogiques, de mobiliser les ressources matérielles nécessaires, garantissant ainsi un déploiement efficace du programme dans les sept gouvernorats ciblés.

Le programme vise à accompagner des femmes éco-entrepreneures, qu'elles soient individuelles ou membres de groupements tels que les GDA ou SMSA, l'accompagnement porte sur trois volets principaux qui sont la création d'entreprise, la reconversion ou diversification vers des filières vertes, ainsi que la mise à l'échelle et l'accélération des entreprises.

Le déroulement du programme comprend trois étapes clés. La première étape consiste en des formations et un coaching sur l'entrepreneuriat vert, répartis selon les trois volets. Les modules de formation proposés accompagnent les femmes entrepreneures dans le développement de projets durables, en abordant des thématiques telles que le Green Business Model Canvas (GBMC), la conception de plans d'affaires verts, ainsi que la stratégie de reconversion vers une économie plus verte. Cette dernière intègre des approches concrètes comme l'éco-conception et la valorisation des ressources locales, afin d'aider les participantes à structurer des projets plus responsables, innovants et résilients.

La deuxième étape, appelée Pitch Days, permettra de sélectionner 21 projets (trois par gouvernorat, un par volet) qui bénéficieront d'un accompagnement renforcé et d'un financement sous forme d'équipements et de matériels fournis par le PNUD. Enfin, la troisième étape consistera en un accompagnement et une accélération des projets sélectionnés sur une durée de six mois, pour les soutenir dans la mise en œuvre de leurs plans d'investissement et le développement durable de leurs entreprises.

Pour lancer ce programme, un appel à candidatures a été ouvert du 1er juillet jusqu'à 30 septembre 2024 avec l'organisation de sept (07) sessions d'information organisées dans les sept gouvernorats concernés et une autre organisée en ligne dont 391 femmes ont y participé.



Cependant, face à un faible nombre de candidatures dans le volet reconversion, la période de dépôt a été prolongée jusqu'au 17 novembre 2024 et des actions de communication supplémentaires ont été engagées pour mieux sensibiliser les femmes entrepreneures.

Dans le cadre de la gouvernance territoriale du projet, des comités de sélection sont mis en place dans chaque gouvernorat. Ces comités, composés d'acteurs régionaux issus des ministères, offices de développement, agences techniques et du PNUD, auront pour mission d'assurer une sélection transparente, équitable et rigoureuse des bénéficiaires, en appliquant des critères objectifs et professionnels. Le processus se déroulera de manière participative et inclusive, avec une attention particulière portée à la représentation équilibrée des femmes.

Un total de 50 femmes par gouvernorat a été sélectionné, soit en moyenne 17 femmes par volet (idéation, reconversion, accélération), sur la base de critères de sélection prédéfinis et d'une grille de scoring. Cette sélection a été réalisée en décembre 2024 par les comités régionaux de sélection mentionnés ci-haut,

La répartition des femmes sélectionnées par gouvernorat et par volet est comme suit :

Tableau 6 : Répartition des femmes sélectionnées par gouvernorat et par volet

	Idéation	Accélération	Reconversion	Total
Tataouine	23	15	7	45
Médenine	17	18	16	51
Gabès	17	17	16	50
Kébili	17	18	17	52
Tozeur	17	17	17	51
Gafsa	25	17	8	50
Kairouan	23	17	11	51
Total	**139**	**119**	**92**	**350**

Une conférence nationale intitulée « Entrepreneuriat féminin : moteur d'une économie verte et inclusive en Tunisie » s'est tenue le 21 novembre 2024 à Tunis. Cet événement a réuni plus de 150 participantes et partenaires issus des secteurs de l'économie, de l'environnement, de la finance et de l'innovation.

La conférence a permis de mettre en lumière le rôle central que peuvent jouer les femmes entrepreneures dans la transition écologique, à travers des témoignages inspirants, des panels d'experts et une séance de réseautage stratégique. Les échanges ont porté sur les opportunités offertes par l'économie verte, les défis liés à l'accès au financement, la nécessité de renforcer les compétences techniques, ainsi que l'importance de bâtir un écosystème plus inclusif et résilient.

Plusieurs recommandations ont émergé, notamment la simplification des procédures de financement, l'élargissement des produits financiers verts, le renforcement de l'accompagnement post-création, ainsi que l'intégration systématique de l'approche genre dans les politiques publiques et les stratégies de développement. Le PNUD et ses partenaires ont également souligné l'importance de soutenir les chaînes de valeur durable, de promouvoir la formation dans les métiers verts, et de faciliter l'accès des femmes aux ressources naturelles et foncières.



Enfin, la conférence a offert un espace de connexion directe entre 26 femmes éco-entrepreneures issues des sept gouvernorats du sud et des structures d'appui telles qu'Attijari Bank, Enda Tamweel, GAT Invest, INNORPI et la plateforme CnBEES, facilitant ainsi leur intégration dans les circuits de financement, d'accompagnement et d'innovation.

1. Activité dans le cadre de partenariat PNUD et la Fondation Orange Tunisie (FOTN):

Dans le cadre de son engagement pour un développement durable inclusif, le PNUD a renouvelé pour deux années supplémentaires son partenariat stratégique (MoU) avec la Fondation Orange Tunisie (FOTN). Cette collaboration vise à consolider les initiatives conjointes menées à travers l'écosystème Orange Digital Center, en promouvant l'inclusion numérique, l'innovation technologique et l'entrepreneuriat, en particulier auprès des jeunes et des femmes dans les régions.

L'un des axes majeurs de ce partenariat porté par le projet GEWEET, consiste à renforcer les compétences des responsables des Maisons Digitales, espaces de proximité dédiés à l'accompagnement socio-professionnel des femmes en situation de vulnérabilité. À cet effet, une formation intensive de 14 jours a été organisée à Tozeur et Djerba (juillet 2024), bénéficiant à 14 responsables associatifs (dont 60 % de femmes) issus des régions de Kairouan, Médenine, Kébili, Gafsa, Gabès, Tozeur et Tataouine. Cette formation, axée sur la gestion de projets d'économie sociale et solidaire (ESS) et le développement des soft skills, visait à les outiller pour un accompagnement plus efficace des bénéficiaires dans le domaine de l'entrepreneuriat vert, innovant et inclusif. Une enquête a également été réalisée auprès des bénéficiaires des interventions du PNUD afin d'identifier leurs besoins de formation prioritaires, les domaines d'expertise requis ainsi que les modalités d'appui technique les plus pertinentes.

Ces résultats ont permis de poser les bases d'une académie de formation intégrée au sein de chaque Maison Digitale, avec pour mission d'accompagner des groupes de femmes entrepreneures, en mettant un accent particulier sur les métiers verts.

Au total, 105 femmes issues des sept gouvernorats d'intervention du projet seront formées et accompagnées. Le premier cycle, déjà lancé en 2024 dans les gouvernorats de Médenine, Tataouine et Gabès, a permis à 45 femmes de bénéficier d'une formation pratique en gestion financière pour non-financières. Ce cycle se poursuivra en 2025 dans les gouvernorats de Tozeur, Kairouan, Kébili et Gafsa. Un deuxième cycle de formation est en cours de préparation. Il portera sur la durabilité des projets entrepreneuriaux et la gestion des déchets, avec un focus particulier sur la fabrication de produits à partir de matériaux recyclés, un domaine porteur et en phase avec les enjeux d'économie circulaire.

Dans cette logique de dynamisation des écosystèmes locaux innovants et inclusifs, le PNUD et la Fondation Orange Tunisie ont également lancé l'initiative Hackathon Green Gafsa 2024, organisée les 23 et 24 novembre à l'institut supérieur des études technologiques de Gafsa. Cet événement s'inscrit dans les efforts de sensibilisation des jeunes aux enjeux climatiques et au développement durable, en mobilisant les étudiants du campus universitaire de Gafsa autour de l'ODD 13 (lutte contre les changements climatiques). Le hackathon a permis de réunir 25 jeunes, dont une majorité de femmes, issus de différentes disciplines universitaires, pour concevoir en équipes des projets innovants répondant aux défis environnementaux locaux. À travers une méthodologie fondée sur le Design Thinking, les participants ont été formés à l'idéation, au prototypage et à la structuration de

modèles économiques (Business Model Canvas), avec un accompagnement rapproché par des coachs et des experts. Le hackathon a favorisé l'intelligence collective et la collaboration interdisciplinaire, tout en permettant aux jeunes d'interagir avec des entrepreneurs, des représentants institutionnels et des acteurs du secteur privé.

Les projets ont été évalués par un jury composé de représentants du PNUD, de la Fondation Orange Tunisie, de l'ISET, ainsi que des autorités locales, selon des critères de créativité, d'impact environnemental et de viabilité. Cet événement s'inscrit dans une dynamique de promotion de l'entrepreneuriat vert et de création de passerelles entre l'enseignement supérieur, les politiques publiques et l'innovation locale.



2. Activité dans le cadre de partenariat PNUD et Attijari :

Dans le cadre du renforcement de la synergie entre le PNUD et le secteur privé, un protocole d'accord (MoU) a été signé entre le PNUD et Attijari Bank. Ce partenariat réunit les efforts des deux institutions pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes en Tunisie.

Cette collaboration vise à encourager l'esprit entrepreneurial, soutenir le développement des chaînes de valeur locale et accompagner les micro-entreprises, dans une démarche de développement économique inclusif, durable et ancré dans les territoires.

Pour le PNUD, l'implication du secteur privé constitue un levier stratégique pour atteindre ces objectifs. La coopération avec Attijari Bank, acteur majeur du secteur bancaire tunisien, permet de renforcer et d'optimiser l'appui technique et financier offert par le PNUD.

Dans ce contexte, les activités suivantes ont été mises en œuvre dans le cadre de ce partenariat :

- **Promotion de la culture entrepreneuriale :**

Organisation, au niveau régional, d'ateliers de formation animés par les formateurs des Dar El Macharii (dispositif d'accompagnement crée par Attijari Bank et dédié aux entrepreneurs en Tunisie)

sur les thématiques de marketing digital, comptabilité et fiscalité. Ces sessions ciblent en particulier les artisanes, afin de renforcer leurs compétences entrepreneuriales et faciliter leur mise en réseau, tant entre elles qu'avec Attijari Bank et ses partenaires.

À ce titre, une première session de formation de deux jours s'est tenue à Médenine, les 13 et 14 novembre 2024, dans les locaux de l'espace entreprendre de Médenine.

Six autres sessions similaires (en termes de contenu et en termes de cible) seront organisées, en 2025, pour chacun des autres gouvernorats ciblés par le projet GEWEET.

L'évaluation formative de cette session de formation a montré que pour les prochaines sessions, les priorités vont se focaliser pour les prochaines formations sur l'adaptation en matière de la langue, l'amélioration de la terminologie utilisée, de l'approche d'animation et d'augmenter la durée de certaines formations.

- **Soutien à l'entrepreneuriat féminin**

Mise en relation d'artisanes accompagnées par les programmes du PNUD avec Attijari Bank et son réseau de partenaires/clients, dans le but de stimuler les opportunités commerciales. À titre d'exemple, il a été proposé d'intégrer leurs produits artisanaux comme cadeaux de fin d'année destinés aux clients et partenaires de la banque.

III. Indicateurs du projet

Activité	Indicateur	Référence/ Baseline (2022)	Valeur cible finale (2026)	Valeur cible 2023	Valeur cible 2024	Commentaires
Résultat intermédiaire 1 (Effet 1) : Les acteurs étatiques et non-étatiques, y compris le secteur privé, aux niveaux national et local, créent un environnement propice à un développement économique inclusif résilient aux Changements Climatiques (CC)						
Produit 1.1 Les institutions nationales et locales et le secteur privé sont doté.e.s des capacités nécessaires pour concevoir et appliquer des politiques publiques systémiques, inclusives et permettant d'atteindre la neutralité carbone conformément aux objectifs de l'accord de Paris.						
Activité 1.1.1 Evaluation des impacts macro-économiques de la neutralité carbone au niveau régional	Indicateur 1.1.1.1: Réalisation de l'étude sur la stratégie NC de la région pilote (avec ses deux composantes atténuation et adaptation)	Non	Oui	Partiellement Oui La réalisation d'une étude sur les expériences comparées/Des ateliers d'échange/atelier de présentation...) Différents ateliers de concertation tenus à Gabès, un diagnostic couvrant les aspects socioéconomiques, climatiques et énergétiques du territoire a été discuté avec toutes les parties prenantes.	Partiellement Oui	Le projet a priorisé la finalisation du processus de présentation et de discussion du plan d'atténuation, en concertation avec les partenaires nationaux ; en ce qui concerne le développement du plan d'adaptation le projet a priorisé la sensibilisation des intervenants sur ce volet en plus de la rareté de l'expertise recherché qui a aussi intervenu dans le non atteint de ce résultat.
	Indicateur 1.1.1.2: Nombre de plans d'action budgétisés élaborés pour la concrétisation du développement bas carbone dans la région pilote	0	2	0 L'analyse des impacts macroéconomiques de la neutralité carbone sur la croissance économique a été finalisé et discuté avec les parties prenantes dans la région de Gabès.	0 L'analyse des impacts macroéconomiques de la neutralité carbone sur la croissance économique a été finalisé et discuté avec les parties prenantes dans la région de Gabès.	Le processus d'élaboration d'une stratégie, et d'un plan d'action pour un portefeuille de projets d'adaptation au changement climatique dans la région Gabès, qui s'aligne avec le processus de développement du plan de développement national (2025-2030).

Activité 1.1.2 : Formation, plaidoyer, mise en place d'outils et développement de cadres de concertations multipartites pour le développement et mise en oeuvre des politiques publiques inclusives en faveur de l'entrepreneuriat et de l'économie verte.	Indicateur 1.1.2.1 : Nombre de cadre de concertation multipartite actifs	0	8	2 Deux comités de suivi sont mis en place au niveau national (pilotage et technique) pour le suivi et la validation technique sur les activités du projet composé des partenaires nationaux.	3 En plus des comités de suivi nationaux et régionaux, un comité technique a été mis en place à Gabès pour renforcer l'ancrage local du projet dans l'objectif est la collecte des données, et la validation des hypothèses et des résultats.	Le projet a lancé le processus de mise en place des comités de suivi régionaux pour l'appui pour faciliter la planification et mise en œuvre des activités du projet et la mobilisation des acteurs au niveau local.
	Indicateur 1.1.2.2 : Nombre de formations réalisées	0	10	0 Analyse des cursus d'enseignement et de formation liés à l'économie verte et à l'entrepreneuriat vert, au sein des structures éducatives et d'accompagnement.	4 (4) sessions de 4 jours de formation au profit des acteurs institutionnels et partenaires locaux (Tataouine et Médenine, du 10 au 13 octobre 2024 / Gabès et Kébili du 7 au 13 novembre 2024/ Tozeur et Gafsa du 2 au 5 décembre 2024/ Kairouan du 19 au 22 décembre 2024).	L'évaluation post-formation à chaud a démontré l'impact remarquable de ce type de formations sur les acteurs institutionnels, et a aussi identifié d'autres besoins en formations régulières se basant sur des modules bien spécifiques-pour ces raisons le projet est en train de mener un diagnostic profond pour satisfaire ces demandes.
	Indicateur 1.1.2.3 : Nombre de personnes formées dont % de femmes	0	100 (30%)	0 La « *cartographie de l'écosystème de l'économie verte et de l'entrepreneuriat vert* » a permis de mieux comprendre les besoins en matière de renforcement de capacités.	74 (39%) Les personnes formées aux profits sont des acteurs locaux (différents partenaires techniques, membres d'associations, des cadres des collectivités locales et autres)	Le projet prévoit également de cibler d'autres acteurs à travers des actions de plaidoyer, la mise en place d'outils adaptés et des cadres de concertation multipartites (la compréhension et l'analyse des chaînes de valeur vertes dans le but de les intégrer dans des politiques publiques inclusives).
Activité 1.1.3 Appui technique pour le développement et renforcement de la mise en place du cadre législatif et institutionnel sensible au genre, spécifique à l'ESS et à l'entrepreneuriat vert	Indicateur 1.1.3.1 : Nombre de tables rondes/consultations organisées autour de la mise en place et l'adaptation du cadre législatif et du cadre institutionnel relatif à l'économie verte et l'entrepreneuriat vert	0	4	3 Les ateliers ont visé à renforcer les capacités des institutions nationales, locales et du secteur privé pour élaborer des politiques publiques inclusives permettant la neutralité carbone, avec un focus sur un cadre législatif sensible au genre et à l'entrepreneuriat vert.	4 Les ateliers ont visé à renforcer les capacités des institutions nationales, locales et du secteur privé pour élaborer des politiques publiques inclusives permettant la neutralité carbone, avec un focus sur un cadre législatif sensible au genre et à l'entrepreneuriat vert.	Le projet est en train d'analyser les pistes d'actions concrètes à la suite du développement de la cartographie des acteurs clés et l'identification des freins législatifs, institutionnels, économiques et sociaux.

	Indicateur 1.1.3.2 : Nbr de produits de communication / plaidoyer relevant du cadre législatif et institutionnel élaborés.	0	3	0	0 Le projet a développé les TRDS, en les accompagnant d'un diagnostic des besoins, d'outils de plaidoyer, de communication et de sensibilisation à l'échelle nationale et régionale.	Le lancement e cette activité est fortement lié à celle relative à « mise en place et l'adaptation du cadre législatif et du cadre institutionnel relatif à l'économie verte et l'entrepreneuriat vert ».
Activité 1.1.4 : Collecte / analyse de données et élaboration de produits de connaissance dans le domaine de l'économie et l'entrepreneuriat vert (policy briefs, études, enquêtes, base de données)	Indicateur 1.1.4.1 : Nbr de produits de connaissance élaborés et diffusés	3	10	1	3 Le projet a développé 3 produits de connaissance : -Un état des lieux des outils financiers innovants (diffusion par mail). -Une cartographie des acteurs de l'écosystème de l'économie verte et l'entreprenariat vert (diffusion par mail). -L'enquête Miqyes 2024(le baromètre de la sante des PME) (enquête sur me volet général) a été finalisée 2024	Le processus de développement de l'étude sur les chaines de valeurs résilientes et durables a nécessité plus de temps en vue de répondre aux besoins des acteurs institutionnels en termes de formation et de concertation avec tous les intervenants dans les étapes des chaines de valeurs présélectionnées dans le but de mettre en application l'approche retenue et l'approche territoriale du projet. -L'enquête Miqyes 2024 (enquête avec un focus sur le développement durable) : La révision du questionnaire et l'identification des entreprises engagées sont lancés en parallèle.
Produit 1.2 : Une nouvelle approche systémique de l'entrepreneuriat vert résilient aux CC, à fort ancrage territorial est conçue et développée avec les acteurs concernés.						
Activité 1.2.1 : Information, sensibilisation et formation des acteurs locaux sur les notions d'économie verte/entrepreneuriat vert/changements climatiques et intégration de ces principes dans les	Indicateur 1.2.1.1 : Nbr de formations et sessions d'informations réalisées	0	12	0	4	Les sessions de formations et d'informations réalisées au profit des acteurs institutionnels dans l'économie verte et l'entreprenariat vert, en vue de répondre aux besoins des bénéficiaires d'autres sessions seront programmées dans le cadre des formations ciblées selon une approche modulaire.
	Indicateur 1.2.1.2 : Nbr de personnes bénéficiaires de formations et de sessions d'informations (dont % de femmes)	0	120 (30%)	0	74 (39%)	Les sessions de formations et d'informations réalisées au profit des acteurs institutionnels dans l'économie verte et l'entreprenariat vert, en vue de répondre aux besoins des bénéficiaires d'autres sessions seront programmées dans le cadre des formations ciblées selon une approche modulaire.

cursus de formation des structures d'éducation et d'accompagnement des entrepreneurs	Indicateur 1.2.1.3 : Nbr de modules spécifiques à l'entrepreneuriat et l'économie verte élaborés	0	2	0	0	Le projet a lancé le processus de développement de modules spécifiques en économie verte et en économie circulaire, à la suite des entretiens et concertations menés avec les parties prenantes, y compris les entrepreneurs. Cette étape s'appuie sur l'analyse des besoins, l'identification des secteurs prioritaires et remplace les formations standard par des contenus adaptés au contexte et aux attentes du terrain.
Activité 1.2.2 : Appui technique aux institutions publiques délocalisées pour l'identification, la promotion et le financement d'initiatives écologiques sensibles au genre	Indicateur 1.2.2.1 : Nbr d'initiatives multi-acteurs en faveur de l'entrepreneuriat vert identifiées au niveau régional et impliquant au moins une institution de financement et une structure d'accompagnement	0	10	0	0	L'identification de ces initiatives s'est appuyée sur une approche participative, menée à travers une série d'ateliers régionaux marqués par une forte mobilisation des acteurs locaux. Ce processus se poursuit avec le lancement d'un concours national pour la sélection de 10 projets climatiques innovants, ainsi qu'une conférence nationale de valorisation des résultats et des lauréats, contribuant ainsi à l'ancrage territorial de l'action climatique, à la promotion de l'innovation et au renforcement d'une économie verte, inclusive et sensible au genre.
Produit 1.3 : De nouveaux outils financiers pour le développement de l'économie verte et inclusive en Tunisie sont conçus, testés et diffusés.						
	Indicateur 1.3.1.1. Nbr d'Etude, enquête et/ou base de données élaborés pour l'identification d'outils financiers innovants pour le financement de l'économie verte et inclusive	0	2	0	1 L'étude a été réalisée en plusieurs étapes, incluant une analyse des outils de financement existants, des consultations avec les parties prenantes, et un benchmarking international pour tirer des leçons des expériences d'autres pays.	Une étude sur les outils financiers innovants basée sur une analyse documentaire, un benchmarking appondit selon des critères bien identifiées, pour développer une matrice des outils financiers innovants adaptés au contexte national.

Activité 1.3.1 : Etudes d'identification des outils financiers innovants pour le financement des ODD et état des lieux/ suivi de la mise en place d'outils de financements alternatifs en Tunisie	Indicateur 1.3.1.2 : Nbr de rapports de suivi réalisés sur le déploiement de ces outils financiers	0	2	0	1 -Sur la base de l'analyse approfondi réalisé sur les outils financiers, un rapport détaillé sur l'utilisation de ces outils, ainsi que les opportunités et les défis soulevés dans le contexte tunisien, les étapes prévues vont permettre d'affiner d'avantage cette analyse.	Des rapports de suivi sont prévus dans le cadre d'appui au développement de projets pilotes pour chaque outil de financement (suivi technique pour aligner les projets sur les standards/critères selon l'outil et mobilisation des structures de financement.
	Indicateur 1.3.2.1 : Nbr de réunions de coordination interacteurs et intersectorielles	0	8	1 Décembre 2023 : Atelier consacré au dialogue autour des outils et mécanismes de financement innovants et alternatifs.	2 - Décembre 2023 : Atelier consacré au dialogue autour des outils et mécanismes de financement innovants et alternatifs. - Octobre 2024 : Restitution de l'état des lieux sur ces outils innovants, accompagnée de recommandations pour soutenir le financement du développement durable.	Suite à un atelier national sur la présentation de l'état des lieux sur les outils financiers tenu en 2024, le projet prévoit en 2025, de se focaliser sur 3 grands axes : (i) le renforcement de capacités, (ii) l'appui au dialogue multi-acteurs et (iii) l'appui au plaidoyer et à la communication. Le renforcement de capacités permettra aux acteurs clés de porter des projets bancables, le dialogue multi-acteurs permettra de faciliter la coordination et l'émergence de synergies tandis que l'appui au plaidoyer permettra, en valorisant les outils financiers innovants et démarches associées, de transformer l'élan technique en soutien politique et financier.
Activité 1.3.2 : Appui technique aux structures publiques et privées et renforcement de la coordination interacteurs et intra/inter-sectorielle pour la mise en place d'outils et de	Indicateur 1.3.2.2 : Nbr de nouveaux outils et mécanismes de financement innovants pour le financement de l'économie verte et inclusive proposés.	0	4	0	4 L'état des lieux et l'atelier national d'échange avec les acteurs institutionnels a permis au projet de prioriser le travail sur ces outils: - Crédits verts - Obligations vertes - Sukuks verts -Financement des risques et catastrophes - Échanges dette-climat)	L'état des lieux réalisé sur les outils financiers pour le financement des ODD a été réalisé en 2024, à la suite d'une analyse poussée des dispositifs émergents et d'un processus de concertation réunissant les principaux acteurs de l'écosystème, au niveau central. Cette démarche participative a abouti à la formulation d'une stratégie de plaidoyer pour promouvoir l'adoption d'outils de financement durables : les instruments dits « verts ».

mécanismes de financement innovants, participatifs et solidaires (GSS, sukuk bonds, crowdfunding, etc)	Indicateur 1.3.2.3 : Nbr d'actions de renforcement de capacités aux structures publiques et privées sur les nouveaux outils financiers.	0	4	0	0	Des sessions de renforcement de capacités sont prévus en 2025 sur le financement du développement et les outils financiers, que sur les techniques et compétences nécessaires au dialogue et à la mobilisation de fonds. Ces sessions seront lancées suite à la validation des acteurs institutionnels et des partenaires de mise en œuvre.
Activité 1.3.3 Elaboration et mise en oeuvre de plans de plaidoyer et de communication pour l'appropriation et l'utilisation efficace des outils financiers innovants par les différents acteurs	Indicateur 1.3.3.1 : % de mise en œuvre du plan de plaidoyer et de communication.	0%	40%	0%	0%	Le projet a développé des actions spécifiques (communication, policy briefs, plaidoyer...) dans le cadre de la stratégie de plaidoyer et de sensibilisation est déjà élaborée et validée, pour donner suite aux consultations avec les parties prenantes ont fait remonter la nécessité de sensibiliser tous les acteurs (public, privé) aux instruments de financement innovants. Sachant aussi que le besoin de former les intervenants a été identifié pour optimiser les interventions.
Résultat Intermédiaire 2 (Effet 2) : L'innovation financière verte au service de l'autonomisation économique des femmes et des populations vulnérables						
Produit 2.1 : Un écosystème entrepreneurial vert est construit en faveur d'un développement économique local durable et inclusif.						
Activité 2.1.1 : Elaboration d'études sur le potentiel de développement des chaines de valeurs vertes et résilientes aux changements climatiques favorisant la création et mise à l'échelle d'entreprises notamment portées par des femmes	Indicateur :2.1.1.1 : Nbr d'études réalisées.	0	2	0	0	Une étude sur l'inclusion financière des jeunes et des femmes est en cours de finalisation (sachant que le volet de l'analyse de l'offre financière ainsi que l'enquête quantitative touchant les jeunes et les femmes sont finalisés-l 'identification des Users journeys est en cours de finalisation).

Activité 2.1.2 : Appui technique au renforcement du dialogue public / privé et au développement de réseaux d'entreprises engagées pour le développement durable et la résilience aux CC	Indicateur 2.1.2.1. Nbr de réseaux d'entreprises créés.	0	4	0	0	Le projet a finalisé le processus de concertation régionale et centrale avec les acteurs de l'écosystème public et privé, une proposition technique a été soumise par le prestataire qui est en cours de revue interne par le projet pour renforcer le choix des réseaux respectant les normes de qualité et de durabilité.
Activité 2.1.3 Identification et création de partenariats pour le développement de l'entrepreneuriat vert, l'inclusion financière et l'innovation sociale verte (publics et privés)	Indicateur 2.1.3.1 Nb de partenariats Créés et/ou appuyés	0	4	0	0	Le projet a aussi finalisé le développement des matrices des partenariats publics privés suite à une série de consultations locales et une analyse approfondie des opportunités et des pistes potentielles de partenariats réduisis. Une analyse complémentaire est en cours pour formaliser la nature de l'appui du projet et des mesures d'atténuation des risques de ces partenariats.
Produit 2.2 : Les femmes et les populations vulnérables dans les écosystèmes dynamisés sont ciblées par la communication, la diffusion de l'information, leur permettant une meilleure accessibilité et compréhension des produits financiers.						
Activité 2.2.1 Elaboration et mise en oeuvre de stratégies marketing, plans de plaidoyers et de communication en faveur des populations cibles pour améliorer leur accès aux services financiers	Indicateur :2.2.1.1 : Nb d'études réalisées pour l'élaboration des stratégies marketing, plans de plaidoyers et de communication	0	1	0	0	Le projet a finalisé les termes de référence relatifs à l'élaboration des stratégies marketing, de plaidoyer et de communication. Ces outils serviront de base à des campagnes de sensibilisation multicanales et à l'organisation de journées d'animation territoriale, valorisant des initiatives locales, des parcours inspirants ainsi que les opportunités économiques concrètes offertes par les modèles promus.
Activité 2.2.2 Organisation d'évènements pour favoriser le dialogue et la coopération entre les femmes, les jeunes et les institutions financières pour une	Indicateur 2.2.2.1 : Nbr d'évènements organisés	0	12	0	7	Le projet va lancer en 2025, une série des ateliers régionaux en partenariat avec les acteurs financiers et non financiers dans le but est de renforcer la compréhension des produits financiers ainsi que les modalités d'accessibilité. Dans le cade du green it 2.0, des ateliers de réseautage ont été organisés, favorisant la

meilleure accessibilité aux services et produits financiers						mise en relation des femmes entrepreneures avec les acteurs de l'écosystème entrepreneurial et financier local.
Activité 2.2.3 Information et sensibilisation des communautés ciblées (hommes et femmes) sur les droits humains des femmes et des filles et l'égalité de genre	Indicateur 2.2.3.1 : Nbr d'hommes et de jeunes hommes sensibilisés aux thématiques de l'inclusion et de genre (selon formation développée par équipe genre PNUD)	0	0	0	0	Le projet, en s'appuyant sur l'approche du changement social et comportemental, a finalisé la formation des ambassadeurs locaux ainsi que la tenue d'ateliers de co-création avec ces derniers. Ces activités visaient à sensibiliser les hommes, les jeunes hommes et les référents locaux, tout en favorisant un changement d'attitudes et de perceptions à l'égard de l'entrepreneuriat féminin résilient et durable.
Produit 2.3 : Les femmes vulnérables des régions ciblées sont dotées des connaissances, outils et mécanismes nécessaires à leur autonomisation économique résiliente aux changements climatiques.						
Activité 2.3.1 : Formation et accompagnement rapproché aux femmes micro-entrepreneures et populations vulnérables sur l'utilisation des produits/services financiers, la création et le développement d'entreprises résilientes aux changements climatiques, en prenant en compte leurs besoins et conditions sociales	2.3.1.1 : Nbr de femmes (micro-entrepreneures ou porteuses d'idée de projets) formées et/ou accompagnées (ventilé par tranche d'âge et région)	0	400	0	399	Cible finale atteinte
	2.3.1.2 : Nombre de femmes bénéficiaires formées et/ou accompagnées pour l'utilisation de services financiers	0	250	0	250	Cible finale atteinte
Activité 2.3.2 : Accompagnement des femmes entrepreneures dans	2.3.2.1 : Nbr de femmes accompagnées dans la création, reconversion ou mise à l'échelle	0	300	0	0	En 2024, le projet a amorcé les préparatifs techniques et logistiques nécessaires à la structuration du programme d'incubation et d'accompagnement de la phase 2 de Green'it

la création, reconversion ou mise à l'échelle d'entreprises dans les chaines de valeurs vertes	d'entreprises dans les chaines de valeurs vertes (ventilé par tranche d'âge et région)					2.0. Ces préparatifs ont permis de définir et valider, en collaboration avec les comités de sélection, les critères d'admission, de concevoir les outils pédagogiques adaptés, de mobiliser les ressources matérielles indispensables, et de recruter les formateurs chargés de l'accompagnement des bénéficiaires.

IV. Matrice des risques et enjeux

En 2024, afin de renforcer l'ancrage territorial du projet et d'assurer une mise en œuvre plus participative, le processus de mise en place des Comités Régionaux de Suivi (CRS) a été lancé, avec notamment l'établissement d'un comité technique régional à Gabès. L'objectif principal est d'impliquer activement les acteurs régionaux dans le pilotage, la planification et le plaidoyer autour des activités du projet, tout en facilitant la collecte de données, la validation des hypothèses et l'ajustement des interventions en fonction des réalités locales.

Plusieurs enjeux sont associés à l'activation de ces comités. Le premier concerne la mobilisation des acteurs régionaux, essentielle pour créer une dynamique collective et assurer une coordination fluide autour des événements, des consultations et des activités du projet. L'implication des acteurs locaux contribue à légitimer le projet et à renforcer l'adhésion des parties prenantes.

Un deuxième enjeu repose sur le soutien à la mise en œuvre des activités. Grâce à leur connaissance fine du contexte régional, les CRS veillent à l'adéquation des actions avec les besoins spécifiques des territoires, assurant ainsi la pertinence et l'efficacité des interventions.

La planification participative constitue également un levier important. Les CRS sont appelés à contribuer à l'élaboration des plans d'action annuels en identifiant les priorités locales et en proposant des actions concrètes, ce qui permet de mieux aligner les activités du projet sur les attentes des populations bénéficiaires.

Un autre enjeu central est le suivi et l'amélioration continue des actions. Par leur proximité avec le terrain, les CRS peuvent assurer un suivi régulier, repérer les contraintes et proposer des ajustements rapides, favorisant ainsi une gestion plus agile et plus efficace.

L'enjeu de l'appui technique aux bénéficiaires, notamment aux femmes et aux jeunes, est également majeur. Les CRS ont pour rôle d'accompagner ces publics en mobilisant les ressources nécessaires pour renforcer leurs capacités et leur intégration dans les dynamiques économiques locales.

De plus, la transparence et l'équité dans le processus de sélection des bénéficiaires sont fondamentales. En participant à cette étape clé, les CRS contribuent à garantir le respect des critères d'éligibilité et à assurer une répartition juste et inclusive des opportunités offertes par le projet.

Enfin, un enjeu transversal crucial concerne l'impact environnemental du projet. En accord avec les exigences contractuelles établies entre le PNUD et Affaires Mondiales Canada (AMC), un plan d'action environnemental a été élaboré afin d'identifier les risques potentiels et de définir des mesures de prévention et d'atténuation. Dans ce cadre, les Normes Environnementales et Sociales (NES) du PNUD doivent être intégrées à toutes les étapes du cycle de vie du projet. Elles visent à maximiser les bénéfices environnementaux et sociaux, à éviter ou atténuer les impacts négatifs, à renforcer les capacités des parties prenantes et à garantir une participation inclusive, y compris à travers des mécanismes de gestion des plaintes. Les CRS ont ici un rôle important à jouer dans le suivi des risques sur le terrain, la remontée d'informations environnementales et la sensibilisation des parties prenantes à la durabilité, contribuant ainsi à inscrire le projet dans une démarche cohérente de développement durable.

Afin de mieux encadrer ces enjeux, une matrice des risques a été actualisée pour identifier les nouveaux défis auxquels le projet pourrait faire face, évaluer leur probabilité, leur impact, et définir les mesures de mitigation à mettre en œuvre :

Risque	Probabilité	Impact	Risque global	Mesures de mitigation	Responsable.s
RISQUES PROGRAMMATIQUES					
Retards programmatiques dus à une mauvaise compréhension des concepts de la part des parties prenantes impliquées et une sélection inappropriée des projets verts soutenus (*green washing*)	Moyen	Moyen	Moyen	Une stratégie de vulgarisation des concepts d'économie verte, d'entreprenariat vert, les critères de sélection clairs pour les projets verts, etc. sera mise en place pour garantir la compréhension et éviter les amalgames. Des critères de sélection des projets verts seront clairement identifiés et partagés.	PNUD et ses partenaires.
Normes sociales ancrées et refus de l'autonomisation des jeunes et en particulier des femmes	Moyen	Moyen	Moyen	Le projet vise à travailler sur les mentalités des communautés auprès des femmes et des hommes des communautés locales pour promouvoir l'entrepreneuriat vert, la formalisation, et l'autonomisation économique des jeunes et des femmes. Un plaidoyer sera conduit auprès des hommes pour les engager dans le projet et identifier les modalités de mise en œuvre pour assurer la participation des femmes et des filles, tout en respectant les conventions sociales.	PNUD et ses partenaires.
RISQUES STRATEGIQUES					
Faible implication des acteurs locaux	Faible	Moyen	Moyen	Le projet va travailler en étroite collaboration avec les collectivités et associations locales en se basant notamment sur les partenariats de longue date avec les municipalités, les institutions publiques régionales et les communautés locales. Le projet veillera à identifier les parties prenantes les plus sensibles au projet	PNUD et ses partenaires

				pour garantir une implication continue.	
Faible portage politique notamment due à la volatilité institutionnelle	Moyen	Moyen	Moyen	Le projet impliquera les différents ministères partenaires à différents niveaux (décisionnel, technique, central et local), pour assurer l'appropriation et la continuité des actions.	PNUD et ses partenaires
Faible priorité accordée au développement d'une économie verte, décarbonée et inclusive en Tunisie	Faible	Moyen	Moyen	Un travail de plaidoyer et de vulgarisation des concepts sera réalisé auprès des institutions locales et nationales sur les enjeux et intérêt de l'économie verte en Tunisie, notamment à travers la production et distribution de produits de connaissance sur les différents éléments constitutifs d'une économie verte.	PNUD et ses partenaires

V. Leçons apprises

- **Développement de dispositifs intégrés et inclusifs** :

Un renforcement des dispositifs intégrés permet de mettre en place un accompagnement complet et structuré pour les femmes entrepreneures, incluant notamment des formations ciblées, des conseils en gestion adaptés, des facilités d'accès à des opportunités de financement diversifiées (subventions, microcrédits, partenariats financiers) ainsi que l'intégration dans des réseaux professionnels porteurs. L'analyse en amont des besoins spécifiques des bénéficiaires, de l'avancement de leurs projets, ainsi que de la spécificité de leur secteur d'activité et de la chaîne de valeur concernée est cruciale pour assurer la pertinence de ces dispositifs. Ils doivent ainsi être concrets, personnalisés et ajustés, tout en garantissant une inclusivité permettant de toucher un large éventail de femmes entrepreneures.

- **Renforcement des compétences et accompagnement post-formation :**

Les formations spécifiques, combinant compétences techniques, financières, commerciales et transversales (marketing digital, réseautage), sont nécessaires pour renforcer les capacités des entrepreneures. L'intégration de l'entrepreneuriat vert et l'organisation de visites terrain enrichissent les apprentissages. Un suivi post-formation structuré, incluant des ateliers et des ressources complémentaires, assure l'application des compétences acquises et maximise l'impact des formations.

- **Mécanismes de financement et réseautage :**

Les outils financiers adaptés, tels que des fonds dédiés, des conditions avantageuses et des labels "projet vert", facilitent l'accès des femmes au financement. Le renforcement des compétences financières et la structuration de réseaux solides favorisent les échanges entre entrepreneures, acteurs financiers et fournisseurs de services économiques. Des actions interactives, comme des visites ou des simulations, renforcent ces collaborations.

- **Renforcement des capacités des acteurs locaux :**

Le renforcement des capacités des acteurs institutionnels dans les domaines de l'économie verte et de l'entrepreneuriat durable nécessite des formations spécifiquement conçues pour répondre à leurs besoins réels. Ces formations doivent tenir compte des processus de travail en vigueur au sein des institutions, des approches adoptées et des modèles déjà utilisés, afin de garantir leur ancrage dans les pratiques existantes et d'en faciliter l'appropriation.

Le contenu des formations doit également être adapté aux enjeux locaux, en intégrant des contenus sur l'économie verte, circulaire et les changements climatiques, ciblant aussi bien les institutions publiques que les entrepreneurs, les autorités locales et la société civile. L'utilisation d'études de cas locales, de témoignages concrets ainsi que l'intervention d'experts permettent de contextualiser les apprentissages, tandis qu'un dispositif de suivi post-formation contribue à renforcer durablement les compétences acquises.

- **Accessibilité et efficacité des processus de sélection :**

La diffusion en ligne via les réseaux sociaux, appuyée par des sessions d'information régionales, a permis de toucher un large public. Toutefois, des limites ont été identifiées, telles que la complexité du formulaire

d'inscription, le manque de connexion internet dans certaines régions et la durée excessive entre l'appel et la délibération des résultats.

La simplification des formulaires d'appel à candidature tout en impliquant les partenaires régionaux pour la réception des candidatures et réduire la durée de délibération à un ou deux mois.

- **Hétérogénéité des groupes et adaptation pédagogique :**

L'absence de critères relatifs au niveau d'instruction ou aux compétences entrepreneuriales a conduit à des groupes hétérogènes, rendant difficile la gestion des dynamiques de groupe et le rythme d'apprentissage. Pour les futures éditions, il est recommandé d'introduire des mécanismes d'adaptation pédagogique ou des critères de sélection mieux ciblés.

- **Ajustement du parcours de sélection :**

Le processus de sélection, structuré en deux phases (sélection sur dossier et Pitch Days), a permis de toucher un large public. Cependant, la sélection sur dossier seule s'est avérée insuffisante pour identifier des profils véritablement engagés et porteurs de projets à fort potentiel. Il est recommandé d'intégrer des phases intermédiaires de pré-sélection, des visites de terrain ou des formats d'accompagnement pré-pitch.

- **Rôle des comités régionaux de sélection :**

Les comités régionaux, composés de représentants locaux, ont permis d'impliquer les acteurs régionaux dans le processus de sélection. Cependant, il est conseillé d'élargir leur composition à des institutions de financement et des organisations professionnelles, tout en renforçant leurs capacités par des sessions d'information et des ateliers collaboratifs pour définir les critères de sélection et les grilles de scoring.

- **Structuration et attractivité des programmes d'appui :**

L'approche de la conception d'un programme d'un accompagnement individualisé dès le lancement du parcours, permet d'optimiser les résultats escomptés, tout en s'appuyant sur des feuilles de route personnalisées en deux temps (phase théorique et phase appliquée) et en intégrant une session spécifique de préparation au pitch. Cela nécessitera aussi d'inclure des simulations pratiques et l'implication d'acteurs partenaires. Une meilleure gestion du temps d'accompagnement serait également pertinente, à travers un calendrier plus étalé permettant un rythme d'apprentissage mieux adapté aux besoins des participants et favorisant une meilleure assimilation des contenus ainsi qu'une maturation progressive des projets.

VI. Communication et visibilité

Une stratégie de communication a été élaborée et mise en œuvre pour promouvoir les activités du projet auprès de la cible et différentes parties prenantes (partenaires, institutions étatiques, entreprises privées, jeunes entrepreneurs, femmes et populations vulnérables et le grand public). L'objectif est de fédérer toute une communauté autour de la vision et des objectifs de GEWEET.

1. Visibilité du projet et reconnaissance des partenaires

Toutes les activités de communication ont veillé à refléter l'engagement collectif des partenaires ainsi que le soutien du bailleur. À ce titre :

- L'identité visuelle du projet a été harmonisée sur l'ensemble des supports (affiches, roll-ups, invitations, etc.).
- Les logos du partenaire institutionnel principal (ministère de l'Economie et de la Planification) et du bailleur (Canada) ont été intégrés sur tous les outils de communication.
- Une mention du rôle de chaque acteur a été faite lors des événements publics, dans les discours comme dans les documents.

2. Médias

Plus de 20 articles ont été publiés dans des journaux locaux et d'interviews ont été diffusées sur des stations de radio et dans les médias alternatifs, mettant en valeur les activités du projet, l'implication des parties prenantes et les résultats des différentes initiatives.

Une émission radio a été consacrée exclusivement au projet GEWEET et ce, sur Express FM, la première radio à visée économique du pays avec des interventions clés, notamment celles de :

- S.E Mme Lorraine Diguer, Ambassadrice du Canada
- Des représentantes des ministères partenaires
- Des bénéficiaires du projet

Communiqué de presse : En 2024, un communiqué de presse a été diffusé à l'occasion du lancement de Green'it 2.0, une activité phare de GEWEET consistant en un programme d'accompagnement des femmes éco-entrepreneures dans les régions cibles du projet.

3. Réseaux sociaux et communication numérique

En 2024, Plus de 30 publications ont été partagées sur les réseaux sociaux du PNUD Tunisie (Facebook, LinkedIn, X) pour documenter les activités, notamment avec des visuels, des témoignages et des messages clés. Les publications ont été vues 223 933 fois sur Facebook, 37 029 fois sur LinkedIn et 1 985 sur X.

La mention du bailleur (Canada) et du partenaire institutionnel principal (Ministère de l'Economie et de la Planification) a été systématique dans les publications.

Les activités du projet ont été également relayées sur les réseaux sociaux de l'Ambassade du Canada en Tunisie et du ministère de l'Economie et de la Planification :





4. Organisation d'événements publics

Les événements (lancements, ateliers, restitutions) ont servi de plateformes clés pour renforcer la visibilité du projet. Le rôle des différents acteurs a été systématiquement reconnu à travers les discours, les supports de présentation et la signalétique.

VII. Dimension environnementale

Le projet adopte une approche environnementale proactive, structurée autour de la mise en œuvre d'un plan d'action environnemental, en cohérence avec les NES du PNUD et les exigences d'AMC.

Dès son lancement, ce plan a été conçu comme un cadre méthodologique structurant, visant à identifier les effets environnementaux potentiels des activités, à proposer des mesures de mitigation ou de valorisation, et à assurer leur application effective. Le suivi de ces mesures s'est appuyé sur des outils simples et adaptés, reposant principalement sur la collecte de données, les visites de terrain et l'élaboration de rapports de suivi réguliers, permettant une observation continue, participative et ancrée dans les réalités locales.

L'objectif de cette méthodologie est double : garantir la mise en œuvre effective des mesures prévues dans le plan, et permettre un pilotage réactif, adapté aux contextes territoriaux et à l'évolution des projets soutenus.

Sur le terrain, cette approche s'est traduite notamment par :

- La réalisation d'un diagnostic environnemental préliminaire auprès de 190 projets candidates, dans le cadre du programme d'accompagnement Green'it 2.0. Cette évaluation a permis de classifier les projets selon leur degré d'intégration écologique, afin de cibler les interventions prioritaires ;
- L'intégration de modules spécifiques sur la transition verte, l'économie circulaire et l'éco-conception dans les trois parcours du programme (idéation, reconversion, accélération) ;
- La mise en œuvre d'un coaching individualisé, centré sur l'ancrage de pratiques durables dans les plans d'affaires et les stratégies d'investissement ;
- L'organisation d'événements écoresponsables, intégrant des pratiques concrètes telles que l'élimination du plastique à usage unique, le tri des déchets, la numérisation des supports et la sensibilisation aux éco-gestes.

En complément, le projet a anticipé et géré plusieurs risques environnementaux spécifiques, parmi lesquels :

- Le greenwashing, évité par l'introduction de critères de vérifiabilité environnementale, le renforcement des exigences lors des sessions de pitching, et la sensibilisation des parties prenantes.
- L'empreinte carbone des déplacements, identifiée comme un point d'amélioration, avec des recommandations formulées en faveur d'alternatives bas carbone.
- Le manque d'appropriation institutionnelle des enjeux environnementaux, partiellement comblé par l'élaboration participative d'une stratégie territoriale de neutralité carbone dans le gouvernorat de Gabès, en collaboration avec les institutions locales, le ministère de l'Environnement et les acteurs techniques, ainsi que par la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités en matière d'économie verte, à destination des institutions nationales et régionales.

Le projet poursuivra le suivi environnemental des activités et des risques associés, en veillant à adapter ses activités aux évolutions du terrain. Une mise à jour du plan d'action environnemental est prévue chaque semestre.

VIII. Dimension genre

❖ **Un ancrage territorial inclusif pour une autonomisation économique des femmes :**

Le projet a adopté une approche profondément sensible au genre en intégrant les dimensions sociales, économiques et sociétales dans toutes ses activités, avec une attention particulière portée aux régions défavorisées. Cette approche s'est notamment illustrée par l'implication des hommes dans le processus, la mobilisation d'ambassadrices et d'ambassadeurs locaux, ainsi que l'organisation de formations et d'ateliers communautaires, ont permis d'aborder les inégalités de genre de manière participative. Ces actions ont non seulement renforcé les capacités des femmes, mais aussi facilité leur inclusion économique à travers un dialogue familial et communautaire autour de leurs droits. En se basant sur les leçons tirées d'expériences antérieures menées par le PNUD, et les principes du « Behavioural Insights[3]» et du changement social et comportemental (CSC)[4] ; le projet a aussi veillé dans le cadre de cette activité innovante à intégrer le principe « Ne laisser personne de côté », une approche fondée sur les droits humains, axée sur l'autonomisation, l'inclusion, l'équité, le pouvoir d'action des personnes et le développement humain. Ceci a permis de promouvoir une dynamique d'alliance et de co-construction avec les acteurs communautaires et qui implique d'une façon équilibrée les hommes, les jeunes hommes et les femmes aussi en tant qu'acteurs de changement.

❖ **Une gouvernance et des outils financiers plus inclusifs pour une transition verte équitable**

En plus du renforcement des capacités individuelles, le projet a œuvré pour promouvoir la transformation des cadres institutionnels et financiers pour assurer une meilleure équité dans l'accès aux ressources et aux opportunités. Les partenariats locaux, les campagnes de sensibilisation auprès des hommes, ainsi que l'appui au développement de chaînes de valeur durables et porteuses d'opportunités économiques pour les femmes dans les régions défavorisées, ont permis de faire progresser la reconnaissance des droits économiques des femmes.

[3] https://www.undp.org/publications/behavioural-insights-toolkit-entrepreneurship-programming

[4] https://www.sbcguidance.org/fr/understand

IX. Dimension inclusion et droits humains:

Le projet adopte une approche fondée sur les droits humains comme cadre structurant de son intervention, en cohérence avec les engagements internationaux tels que l'Accord de Paris et l'Agenda 2030, notamment à travers le principe « Ne laisser personne de côté ». A travers ce cadre, le projet œuvre pour corriger les inégalités structurelles en s'attaquant à leurs causes profondes (tant formelles qu'informelles, en intégrant les principes d'égalité, de non-discrimination, de participation, de transparence et de redevabilité).

Sur le terrain, le projet est mis en œuvre dans plusieurs gouvernorats du centre et du sud de la Tunisie, avec pour objectif de renforcer l'inclusion sociale, économique et environnementale des femmes, des jeunes et des populations vulnérables. Il mobilise des représentants des institutions publiques, des autorités locales et de la société civile, tout en touchant indirectement les communautés locales à travers une approche de développement territorial intégré. À travers une gestion participative et inclusive conforme aux principes du PNUD, le projet promeut l'égalité des droits d'accès aux emplois verts et à l'entrepreneuriat durable.

En soutenant les chaînes de valeur locales, le dialogue public-privé et l'autonomisation économique des groupes marginalisés, le projet s'inscrit dans une logique transformationnelle visant à faire évoluer les normes de genre aux niveaux personnel, communautaire et institutionnel, en faveur d'une « autonomisation climatique ». La conception du projet démontre une volonté forte de placer les droits humains au cœur de la planification climatique nationale et du développement local inclusif.

Dans une perspective inclusive, le projet met en œuvre des actions de renforcement des capacités et de plaidoyer pour former les acteurs institutionnels aux enjeux liés aux droits humains, à l'égalité de genre, au travail décent, à l'entrepreneuriat vert et durable, ainsi qu'à l'inclusion des populations vulnérables. Il cherche à créer un environnement institutionnel propice à l'inclusion économique et financière des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, en favorisant leur accès à des mécanismes financiers adaptés à leurs besoins. À travers un ensemble d'initiatives complémentaires – notamment des programmes de formation, de coaching, de concours et d'événements de mise en réseau – le projet soutient l'émergence ou le développement de parcours entrepreneuriaux inclusifs. En parallèle, une étude sur l'inclusion financière est en cours dans les régions d'intervention, avec pour objectif d'identifier les freins à l'accès aux services financiers pour les femmes et les jeunes, y compris au niveau de leurs comportements en tant qu'usagers - ou non usagers – ainsi que les points d'entrée et d'amélioration sur lesquels baser les prochaines interventions du projet.

X. Conclusions et perspectives

L'année 2024 marque une étape significative dans la mise en œuvre du projet GEWEET, avec des avancées concrètes en matière de transition vers une économie verte et inclusive en Tunisie. Grâce à une approche intégrée et territorialisée, le projet a permis de renforcer les capacités des acteurs locaux, de structurer des réseaux d'entreprises engagées, et de soutenir l'autonomisation économique des femmes à travers des formations, des accompagnements ciblés et des outils financiers innovants.

Les résultats obtenus témoignent d'un engagement fort des parties prenantes, d'une appropriation croissante des principes de durabilité et d'inclusion, et d'une volonté collective de faire évoluer les pratiques économiques vers plus de résilience et d'équité. Les partenariats public-privé, les cadres de concertation régionaux, et les campagnes de sensibilisation ont contribué à créer un environnement favorable à l'émergence d'initiatives locales porteuses de changement.

En 2025, le projet poursuivra ses efforts en consolidant les acquis, et en renforçant les mécanismes de suivi et d'évaluation. L'accent sera porté sur la mise en œuvre des plans d'action territoriaux relatifs aux chaînes de valeur vertes et aux partenariats public-privé, ainsi que sur la valorisation des projets innovants portés par les femmes et les jeunes. Ces perspectives ouvrent la voie à une transformation durable du tissu économique tunisien, fondée sur l'inclusion, la justice sociale et la responsabilité environnementale.

XI. Situation financière

Le 2024 Cumulative Project Interim Financial Report (CPFR) est en piece jointe.

ANNEXES

Annexe 1 : Revue de presse

Emission spéciale GEWEET sur Express FM	L'autonomisation économique des femmes peut-elle transformer nos sociétés ? Plus de détails avec Son Excellence Mme Lorraine Diguer ambassadrice du Canada en Tunisie
	Quels programmes du PNUD stimulent concrètement l'entrepreneuriat féminin pour une économie durable ? Plus de détails avec Celine Moyroud représentante résidente PNUD Tunisie
	Économie verte et autonomisation des femmes : Quels objectifs et impacts en Tunisie ? Plus de détails avec Insaf Chérif chef de projet PNUD Tunisie
	Green'it : Un programme dédié à l'accompagnement des éco[1]entrepreneurs Plus de détails avec Douja Gharbi CEO RedStart
	L'impact du programme Green'it sur l'éco entrepreneuriat ! Plus de détails avec Mme Amel Ben Ali chargée du programme au ministère de la Femme, de l'Enfance et des Personne Âgées
	Quel rôle les femmes peuvent-elles jouer dans l'implémentation des indicateurs de l'ODD en Tunisie ? Plus de détails avec Mme Achwek Ben Ghozzi - APII
	Retour d'expérience : Le programme Green'it et son impact sur l'éco-entrepreneuriat Plus de détails avec Mme Corine Abassi fondatrice de "L'ombre du palmier"
	"Révolution verte : Comment Green'it transforme les entreprises durables?" Plus de détails avec Mme Takwa Ben Aalgia ingénieur agricole bénéficiaire du programme Green'it 2.0
Divers articles de presse	
African Manager	Plus de 70 femmes éco-entrepreneures des régions du sud tunisien ont renforcé leurs compétences grâce à un programme du PNUD soutenu par le Canada. Cette initiative vise à promouvoir l'autonomisation des femmes et le développement d'entreprises résilientes face aux changements climatiques. Pour plus de détails : PNUD: Plus de 70 femmes éco-entrepreneures ont développé leurs compétences
Kapitalis	Le PNUD organise une conférence à Tunis pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin et l'économie verte en Tunisie, ciblant 350 femmes grâce au projet Geweet soutenu par le Canada. L'initiative vise à développer des entreprises écologiques et à renforcer la place des femmes dans la transition écologique. Pour plus de détails : Conférence : Entrepreneuriat féminin et économie verte en Tunisie

Agence Tunis Afrique Presse	Le programme "Green'it 2.0" du PNUD, financé par le Canada, soutient 350 femmes entrepreneures dans 7 régions de la Tunisie. Il leur fournit des formations et un accompagnement pour développer des projets écologiques et durables. L'objectif est de stimuler l'économie verte en favorisant l'inclusion économique des femmes tout en contribuant à la transition écologique du pays. Pour plus de détails : Lancement à Tunis, d'un programme d'accompagnement en éco-entrepreneuriat féminin
Assabah News	Le programme "Green'it 2.0" du PNUD, financé par le Canada, accompagne 350 femmes dans 7 régions tunisiennes pour développer des projets d'économie verte. Il propose des formations, un suivi personnalisé et soutient 21 bénéficiaires supplémentaires pour renforcer leur autonomie économique et encourager une transition écologique inclusive. Pour plus de détails : Chef de projet au PNUD: 350 femmes de 7 gouvernorats bénéficieront du programme Green'it
La Presse de Tunisie	Le PNUD a lancé "Green'it 2.0" pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin vert en Tunisie. Ce programme, financé par le Canada, cible 350 femmes dans 7 gouvernorats pour les accompagner dans la création d'entreprises écoresponsables grâce à des formations et un appui technique. L'objectif est d'encourager des initiatives économiques inclusives tout en soutenant la transition écologique. Pour plus de détails : Le PNUD lance Green'it 2.0 pour dynamiser l'entrepreneuriat féminin vert en Tunisie
Tunisie numérique	Le programme "Green'it 2.0" du PNUD, financé par le Canada, vise à soutenir 350 femmes micro-entrepreneures en Tunisie dans le domaine de l'économie verte. Il offrira des formations, des conseils techniques et des outils pour développer des projets durables. Ce programme, lancé dans plusieurs régions, favorise l'autonomisation des femmes tout en encourageant la transition écologique. Pour plus de détails : PNUD : Lancement du programme Green'it 2.0 pour encadrer 350 femmes micro-entrepreneures
Webmanagercenter	Le programme "Green'it 2.0", soutenu par le PNUD et financé par le Canada, vise à encourager l'entrepreneuriat féminin vert en Tunisie. Il offre un accompagnement à 350 femmes dans 7 régions, avec des formations pratiques pour développer des projets écologiques et durables. Cette initiative soutient les micro-entrepreneures dans leur transition vers des modèles économiques respectueux de l'environnement. Pour plus de détails : Green'it 2.0 : Un programme PNUD pour booster l'éco-entrepreneuriat féminin en Tunisie

Assabah News	Le Chef du Cabinet du ministère de l'Économie a réaffirmé l'engagement de l'État à promouvoir l'entrepreneuriat féminin et à encourager la participation des femmes dans les secteurs stratégiques, afin de renforcer leur autonomisation économique et leur visibilité dans les processus économiques majeurs. Pour plus de détails : Chef du cabinet du ministère de l'Economie: Engagés à soutenir les femmes dans les processus économiques
Al Bayene	Une conférence nationale en Tunisie a souligné le rôle de l'entrepreneuriat féminin dans la transition vers une économie verte et durable, avec des discussions sur les défis et opportunités pour l'autonomisation des femmes dans les secteurs verts. Pour plus de détails : Conférence nationale sur l'entrepreneuriat féminin – "L'économie verte comme levier pour renforcer la résilience des communautés aux changements climatiques et réduire les inégalités sociales"
Managers	La conférence nationale du PNUD a mis en avant l'importance de l'entrepreneuriat féminin pour une économie verte et inclusive, en mettant l'accent sur les secteurs des énergies renouvelables et de l'agriculture durable, pour renforcer la participation des femmes dans les secteurs clés. Pour plus de détails : Conférence nationale pour l'entrepreneuriat féminin, pilier de l'économie verte et inclusive en Tunisie
L'Economiste Maghrébin	Le gouvernement tunisien prévoit la création de 12 000 emplois pour les femmes d'ici 2030 dans des secteurs comme les énergies renouvelables, l'agriculture durable et la gestion des ressources naturelles, pour soutenir leur autonomisation et la transition écologique. Pour plus de détails : 12 000 nouveaux emplois pour les femmes d'ici 2030 grâce à l'économie verte
Tuniscope	La conférence a exploré le rôle des femmes dans la transition écologique, notamment dans les énergies renouvelables et l'agriculture durable, pour favoriser leur inclusion et créer des opportunités d'emploi et d'autonomisation dans un contexte de durabilité économique. Pour plus de détails : Femmes et économie verte : Vers un entrepreneuriat durable au cœur des priorités en Tunisie
Touwenssa	La Tunisie s'engage à intégrer les femmes dans l'économie verte, en soutenant l'entrepreneuriat féminin dans les énergies renouvelables et l'agriculture durable, pour renforcer leur autonomisation et promouvoir un modèle économique plus écologique et inclusif. Pour plus de détails : L'entrepreneuriat féminin en Tunisie : vers une économie verte et inclusive pour un développement durable

Télévision nationale	Le reportage a donné la parole à des femmes entrepreneures soutenues par le PNUD pour présenter leurs projets verts. Il a également mis en lumière le programme Green'it 2.0 et l'engagement de l'État en faveur de l'employabilité des femmes, considérées comme un moteur clé du développement en Tunisie. Pour plus de détails : Le projet du PNUD pour accompagner les femmes entrepreneurs dans l'économie verte
Mosaique FM	En Tunisie, 70 % des travailleurs agricoles sont des femmes, et des initiatives sont mises en place pour les intégrer dans l'économie verte, notamment dans l'agriculture durable, renforçant ainsi leur rôle et autonomie. Pour plus de détails : 70 % des travailleurs dans le secteur agricole sont des femmes, avec des initiatives pour les intégrer dans l'économie verte.
Radio Gafsa	Le PNUD soutient l'entrepreneuriat féminin en Tunisie à travers un programme axé sur l'économie verte, en offrant des ressources et des opportunités aux femmes entrepreneures pour se développer dans des secteurs durables et inclusifs. Pour plus de détails : Le Programme des Nations Unies pour le développement organise, en partenariat avec le ministère de l'Économie et de la Planification, une conférence nationale sur l'entrepreneuriat féminin
Radio Tunisienne	Un atelier GEWEET a présenté le 21 octobre 2024 les résultats d'une étude sur les mécanismes innovants de financement du développement durable en Tunisie. L'objectif est de diversifier les sources de financement, soutenir l'économie verte et renforcer l'autonomisation économique des femmes. Pour plus de détails : Atelier de travail du projet "Economie verte et autonomisation économique des femmes en Tunisie" (GEWEET)
Yaluna Magazine	Hackathon « Green Gafsa » 2024 !: les jeunes talents ont mis leur créativité et leurs compétences au service d'une cause essentielle : lutter contre les changements climatiques dans la région de Gafsa. En explorant les enjeux de l'ODD 13 Pour plus de détails : Couverture vidéo du Hackathon Green Gafsa

Annexe 2: Publications sur les réseaux sociaux du PNUD en 2024

Publication	Nombre de vues sur Facebook	Nombre de vues sur LinkedIn	Nombre de vues sur X
Promotion de l'appel à candidatures Green'it 2.0	186 337 Lien 1 Lien 2 Lien 3 Lien 4 Lien 5 Lien 6 Lien 7	17 472 Lien 1 Lien 2 Lien 3 Lien 4 Lien 5 Lien 6	N/A
Couverture photo de la formation sur la création et développement d'entreprises résilientes aux changements climatiques au profit des femmes éco-entrepreneuses	4211 Lien	2620 Lien	315 Lien
Discussion multisectorielle sur les outils de financement innovants en Tunisie	5528 Lien	2455 Lien	145 Lien
Promotion de l'appel pour rejoindre le réseau des entreprises engagées	15972 Lien	5372 Lien	N/A
Annonce de la conférence : L'entrepreneuriat féminin, moteur d'une économie verte et inclusive en Tunisie	4850 Lien	3460 Lien	N/A
Couverture photo de la conférence : L'entrepreneuriat féminin, moteur d'une économie verte et inclusive en Tunisie	5532 Lien	2863 Lien	489 Lien
Couverture photo du hackathon Green Gafsa	8721 Lien	2787 Lien	601 Lien
Mise en exergue du partenariat entre le PNUD et le Canada	1503 Lien	N/A	435 Lien
Total	**223 933**	**37 029**	**1 985**